

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2 DU PLUI H VALANT SCOT CŒUR DE CHARTREUSE

Annexe 3 : AUTO - EVALUATION

PREAMBULE

L'auto-évaluation doit **permettre d'identifier les effets potentiels de la procédure d'évolution du PLUi** en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Un document d'urbanisme est considéré comme étant susceptible d'avoir des **incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, il risque de transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement**, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions. L'évaluation doit être réalisée dès qu'il existe une probabilité ou un risque que l'acte ait de tels effets.

La procédure projetée a-t-elle une incidence sur la thématique considérée ?

Cette incidence est-elle notable sur la thématique considérée ?

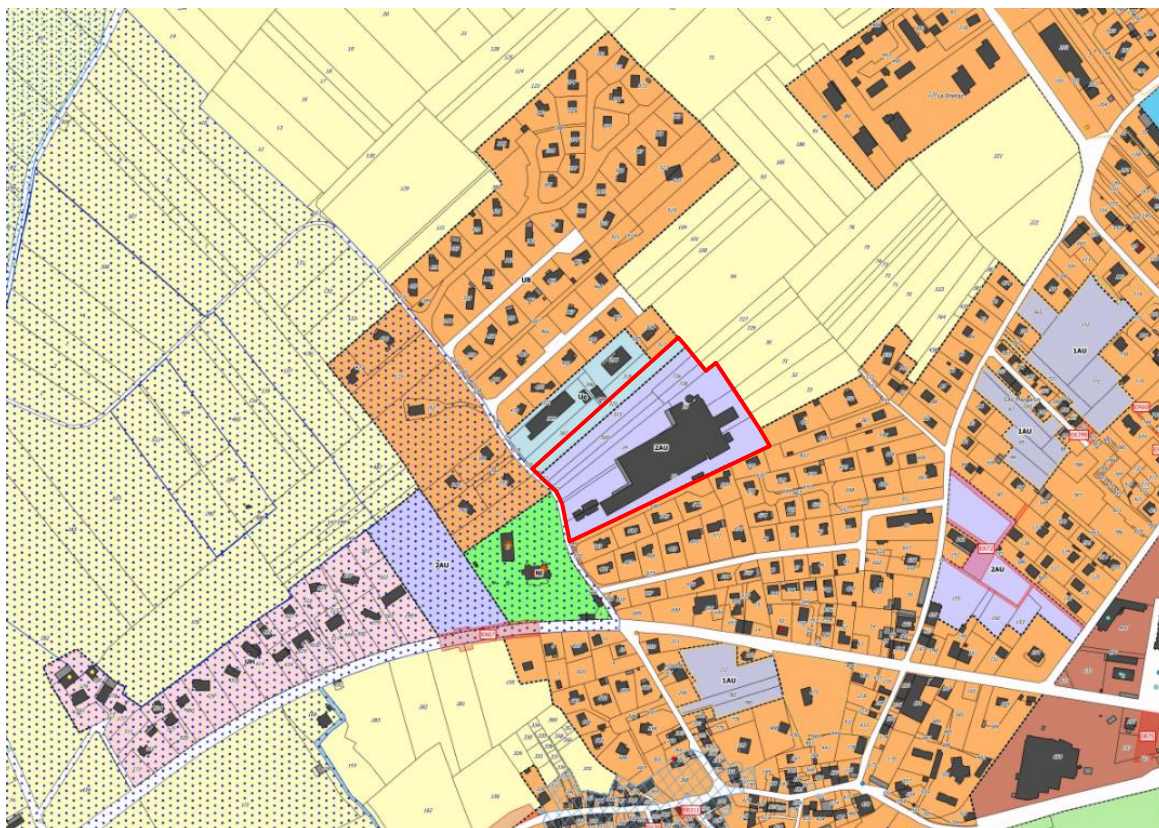
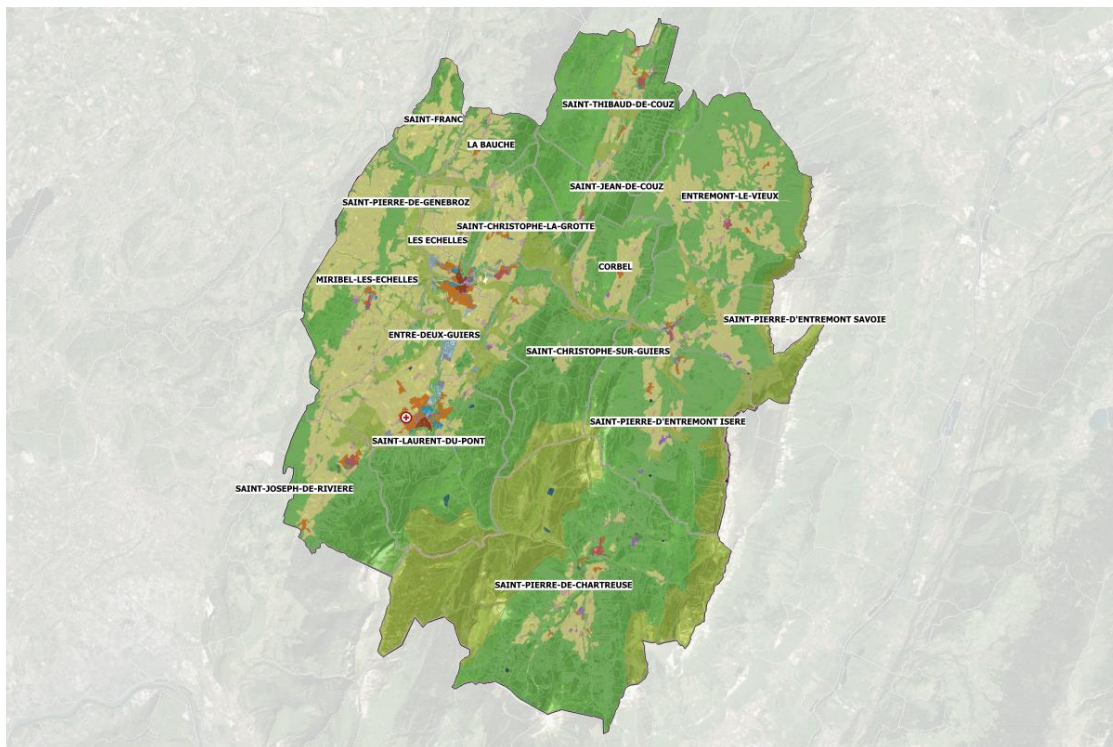
La somme des incidences sur l'ensemble des thématiques caractérise-t-elle une incidence notable ?

SOMMAIRE

PREAMBULE	2
SOMMAIRE	3
SPECIFICITE DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2 DU PLUI-H CŒUR DE CHARTREUSE	4
JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE DE LA ZONE 2AU	5
EXTRAIT DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLUI CONCLUANT À L'ABSENCE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX.....	10
SUSCEPTIBILITE D'AFPECTER SIGNIFICATIVEMENT UN SITE NATURA 2000	14
INCIDENCES SUR UNE ZONE HUMIDE	15
INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE	16
Périmètres de protection règlementaire et d'inventaires	16
Espaces Boisés Classés	19
Protections au titre de l'article L151.23 du Code de l'Urbanisme	20
INCIDENCES SUR LE PAYSAGE OU LE PATRIMOINE BATI	21
Site Patrimonial Remarquable (SPR), sites inscrits et classés et monuments historiques 21	
Protection issue du PLUi au titre de l'article L151.19 du Code de l'Urbanisme	23
CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES OU FORESTIERS	24
INCIDENCES SUR L'EAU POTABLE	26
Périmètres de protection des captages d'eau potable	26
Adéquation entre le développement prévu et la ressource en eau potable	27
INCIDENCES SUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES	29
INCIDENCES SUR L'ASSAINISSEMENT	31
INCIDENCES SUR LES DECHETS ET LES SOLS POLLUES	33
Sites et sols pollués.....	33
Déchets.....	35
Carrières	36
INCIDENCES SUR LES RISQUES ET NUISANCES	37
Risques	37
Nuisances	43
INCIDENCES SUR L'AIR, L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT.....	44
Qualité de l'air et pollution	44
Energie.....	47
EFFETS CUMULES ET SYNTHESE	49
Synthèse	49
Incidences cumulées	50

SPECIFICITE DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2 DU PLUI-H CŒUR DE CHARTREUSE

Seul le périmètre de la commune de St Laurent du Pont est concerné par la modification de droit commun n°2 du PLUI Cœur de Chartreuse, qui porte sur les objets suivants :



- Ouvrir à l'urbanisation une zone 2AU (22 914 m²) majoritairement occupée par une friche industrielle intégrée au tissu urbain et proche du centre-bourg, créant ainsi un secteur de projet peu consommateur d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers.
- En complément, changer le zonage d'une parcelle en bande actuellement en zone UE (2 298 m²) vers 1AU pour correspondre au périmètre de l'OAP conçue lors de l'élaboration du PLUi et incluse dans le livret communal de justifications.
- Encadrer le développement du secteur avec une OAP destinée à la production de logements par la réutilisation de ce secteur déjà bâti et des parcelles agricoles attenantes, pour partie propriétés communales, à travers une opération d'aménagement d'ensemble.

Objets des modifications selon les pièces concernées

Apporter des évolutions aux orientations d'aménagement et de programmation (pièce n°4)

Livret communal de Saint Laurent du Pont : Insertion de l'OAP « Ex-Rossignol », à la suite des OAP de Saint-Laurent-du-Pont, telle que présentée dans le livret d'explication des choix d'aménagement de Saint-Laurent-du-Pont (pages 65-66)

Apporter des évolutions au règlement (pièce n°5)

Chapitres 2 à 5 : Dispositions applicables aux zones urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles

Modifications de l'article 2 : DESTINATION, USAGE DU SOL ET NATURES DE L'OCCUPATION

Article 1AU-2.3 CONDITIONS D'OUVERTURE À L'URBANISATION ET /OU MIXITE SOCIALE : rajouter l'OAP Ex-Rossignol à Saint Laurent du Pont

JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE DE LA ZONE 2AU

Justification au regard des disponibilités foncières actuelles

Objectifs de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU « ex-Rossignol » à Saint Laurent du Pont

Saint-Laurent-du-Pont dispose de trois zones 2AU inconstructibles : deux d'environ 1 ha, et la troisième d'environ 2,3 ha. Ce secteur a été classé en zone 2AU en raison de l'insuffisance du réseau électrique au moment de l'élaboration du PLUI-h en 2019. Il représente néanmoins une réelle opportunité pour la reconversion d'une friche industrielle, dans un contexte où **le réinvestissement de potentiels déjà urbanisés va être prioritaire** dans les stratégies de développement des collectivités.

Le secteur avait pour autant fait l'objet lors de l'élaboration du PLUI-h en 2019 d'études complètes concernant un scénario d'évolution de la friche, avec la préparation d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) non intégrée au final avec la nécessité de classer le secteur en 2AU au vu de l'état des réseaux. Cette matière est déjà intégrée au PLUI-h approuvé en 2019 dans les justifications du PLUI-h (livret communal de St-Laurent-du-Pont), et garde tout son sens pour le réaménagement du site aujourd'hui.

Positionnée stratégiquement au nord de l'Avenue Victor Hugo, une artère principale qui anime la circulation locale, cette friche est actuellement connue sous le nom de friche « Ex-Rossignol ». Elle s'étend le long du chemin de Bagatelle et se trouve en plein cœur d'un environnement urbain mixte. La reconversion de ce secteur, identifié comme une enclave peu qualitative au sein de l'espace urbanisé déjà constitué de Saint-Laurent-du-Pont, permettrait à la commune de **poursuivre ses objectifs de création de logement sans pour autant consommer des espaces naturels, agricoles ou forestiers en extension.**

L'objectif principal de ce projet est de transformer ce site anciennement industriel en un espace résidentiel dense, tout en contribuant à la densification de la trame urbaine et en structurant le front urbain de la zone ouest du chef-lieu. Ce projet de reconversion a été anticipé et intégré dès l'élaboration du PLUI-h valant SCoT, comme en témoigne la présence du projet d'OAP dans le livret communal

du rapport de justifications concernant la commune de Saint-Laurent-du-Pont, qualifié d'"OAP informative", ainsi non opposable au moment de l'élaboration car non retranscrit dans le livret des OAP de la commune. Le projet est toujours d'actualité tel que présenté dans cette OAP informative, il est retranscrit dans une OAP opposable : il prévoit la création de 22 logements par hectare, ce qui représente environ 55 logements sur l'ensemble du site. Ces logements seront principalement des habitats intermédiaires et de petits collectifs, visant à répondre à une demande diverse et aux objectifs de diversification des formes d'habitat sur le territoire. En outre, une attention particulière sera accordée à la mixité sociale, avec un plafond de 20% du total des logements dédiés à la location ou à l'accession sociale. Les grands axes qui guident l'aménagement du site incluent sa requalification complète pour permettre la création de ces nouveaux logements, ainsi que l'intégration paysagère des aménagements et constructions pour assurer une transition harmonieuse avec l'environnement urbain et naturel existant. Ils sont complétés dans la trame de l'OAP informative initiale, qui devient opposable, sur les orientations manquantes au regard des autres OAP (programmation / philosophie de l'aménagement / confort thermique des constructions / desserte et stationnement / gestion des EP / Insertion et traitements paysagers / Modalités d'ouverture à l'urbanisation).

Ce projet vise non seulement à redynamiser un secteur autrefois industriel mais aussi à enrichir la qualité de vie urbaine à Saint-Laurent-du-Pont.

La Communauté de communes Cœur de Chartreuse engage ainsi l'ouverture de la zone 2AU en cohérence avec l'orientation n°2 du PADD « organiser le développement structuré et cohérent d'un territoire interconnecté », qui vise notamment à répondre aux besoins en logements des populations chartroussines par la création et la requalification de logements qualitatifs et diversifiés. À ce titre, l'ouverture de la zone 2AU répond à l'objectif de diversifier les formes d'habitat et répondre aux besoins en logements de tous, en accord avec l'orientation n°17 du PADD, tout en respectant les formes urbaines environnantes et les typologies de l'habitat existant sur le secteur. L'OAP « Ex-Rossignol » répond à l'enjeu de lutte contre la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers réaffirmé par la loi Climat et Résilience d'août 2021. En effet, la requalification des friches constitue un des principaux leviers pour atteindre l'objectif Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2050.

À l'échelle de la Communauté de communes Cœur de Chartreuse, le tènement « Ex-Rossignol » constitue un des rares secteurs de projets en requalification de bâti dans la durée de vie projetée du PLUi-h et le seul à Saint Laurent du Pont, à la suite de la requalification en cours des papeteries d'Entre-Deux Guiers. **Il est important de pouvoir à l'avenir maintenir les secteurs de friches comme potentiels urbanisables, d'autant plus quand ils sont, comme le site « Ex-Rossignol » attenants et insérés au tissu urbain constitué.**

Justification au regard des capacités d'urbanisation

L'ouverture à l'urbanisation d'une zone AU stricte doit être justifiée au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées (article L.153-38 du Code de l'urbanisme).

En tant que « Pôle de vie », niveau le plus élevé dans l'armature urbaine du PADD, la commune de Saint-Laurent-du-Pont souhaite maintenir la possibilité d'ouverture à l'urbanisation de cette zone 2AU, en lien avec la nécessité pour la commune de satisfaire aux objectifs du Programme d'Orientations et d'Actions (POA) du PLUi-h, dont la mise en œuvre est **assurée pour moitié par les OAP**. Compte-tenu des objectifs de ventilation selon les polarités de développement, l'exercice de justification de l'insuffisance des capacités d'urbanisation au sein des zones déjà urbanisées trouve ainsi sa pertinence à l'échelle communale.

Le PADD prévoit un développement modéré à fort pour les communes définies comme pôles d'accompagnement, avec un Taux de Variation Annuel Moyen (TVAM) d'environ 1,2 %. Sur la commune de Saint Laurent du pont, les besoins en logements supplémentaires pour la période 2020-2032 ont été estimés à 380 résidences principales ainsi qu'un logement supplémentaire assimilé à l'immobilier de loisirs (résidences secondaires, gîtes, chambres d'hôtes), portant le total à 381 logements. Cependant,

compte tenu de l'ancienneté du parc immobilier local, il est anticipé qu'environ 15 logements pourraient disparaître (ruine, mise en péril, changement de destination ou fusion). Cette perte pourrait toutefois être compensée par la remise sur le marché de logements actuellement vacants.

Pour répondre à ces besoins identifiés, le PLUi-h a recensé un potentiel de 26 bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination vers l'habitat ou l'immobilier de loisirs, auxquels s'ajoutent 167 logements potentiellement vacants. Malgré ce potentiel significatif, la problématique de rétention immobilière, estimée à environ 40 %, ainsi que l'état souvent dégradé de ces logements nécessitant parfois des travaux lourds, doivent être pris en compte. Ainsi, le PLUi-h fixe comme objectif minimal la création de 42 logements par requalification du bâti existant (changements de destination, divisions de logements, etc.).

Plus spécifiquement, le POA a ciblé la réalisation de 55 logements sur l'OAP « Rossignol » sur la période 2029-2032, dont une partie s'inscrit en requalification de la friche industrielle Rossignol présente sur le tènement. Il s'agit du seul tènement à urbaniser comportant une friche industrielle. Son classement à urbaniser strict repose sur l'insuffisance de desserte du réseau électrique, inadapté en 2019 aux besoins du projet de logements futur.

Extrait du Programme d'Orientations et d'Actions valant Programme Local de l'Habitat (p. 32)

L'OAP « Rossignol » correspond au gisement foncier n°134. Les gisements fonciers sont les terrains identifiés pour accueillir une part du développement de l'habitat du Cœur de Chartreuse.

		Nombre de logements neufs programmés	Dont nombre de logements sociaux programmés	Typologie des logements sociaux	Phasage
Saint-Laurent-du-Pont		354	34		
134	OAP Rossignol	55	11	Locatif ou accession sociale	2029-2032

Il s'agit donc du seul secteur opérationnel de la commune projetant la requalification d'un bâti existant. Ce tènement en requalification de friche industrielle est complété par des tènements libres en extension, qui présentent l'avantage de comporter une part de foncier communal : sur les parcelles AL 503, 505, 726 et 728, pour une superficie de 3462 m², et la parcelle AB 323 pour 2184 m² appartenant à des propriétaires privés.

Ainsi 1,95 ha sur 2,3 ha de la zone 2AU correspondent à la requalification d'une friche industrielle, soit 85% du secteur de projet.

La réalisation de cette opération permettra de répondre à l'objectif minimal de production de logements par requalification du bâti existant pour Saint Laurent du Pont, en ne consommant que marginalement du foncier agricole.

Justifications au regard des difficultés de production de logements sur le territoire

Un bilan du volet PLH illustrant des difficultés de mise en œuvre des objectifs du PLUi-h

Le Bilan triennal du volet habitat du PLUi-h a mis en lumière un développement de la dynamique de constructions de logements moindre que prévu lors de l'élaboration du document, en particulier dans les pôles de vie, qui constituent le niveau d'armature territoriale le plus élevé du territoire intercom-

munal. Il s'agit des trois communes les plus peuplées et équipées du territoire, auxquelles sont assignés un objectif de production de 49 logements par an, dont 32 logements pour Saint Laurent du Pont. Le bilan triennal de 2023 démontre que la commune a connu une croissance de 5 logements commencés par an sur les trois premières années d'application du PLUI-h, **soit seulement 15% de l'objectif poursuivi**.

Les éléments de connaissance issus du bilan triennal 2023 ont été complétés dans les analyses autour de l'ouverture de la zone 2AU par une observation de la tendance récente sur les permis sur la commune : ainsi cette tendance a légèrement évolué en 2023 et 2024, avec la délivrance de permis de construire pour 26 logements en 2023 et 7 logements en 2024 à Saint Laurent du Pont, **tout en confirmant un rythme de production de logements inférieur aux objectifs du POA**.

La construction s'est notamment reportée dans les pôles villageois, qui concentrent 18% des logements commencés, alors que le Programme d'Orientations et d'Actions (POA) flèche 8% de la production sur ces pôles, les moins équipés. Cette tendance fragilise l'objectif de renforcer les pôles les mieux équipés tels que Saint Laurent du Pont, afin de limiter les déplacements marqués par la dépendance à l'automobile dans ce territoire très peu desservi en transports en commun.

Les nouvelles constructions édifiées depuis l'approbation du PLUI-h se situent donc majoritairement dans le diffus et en extension urbaine (3/4 des logements neufs produits entre 2020 et 2022), ce qui vient souligner **la nécessité de faciliter la mobilisation du foncier à l'intérieur des enveloppes urbaines**.

Une des explications à ce double constat réside dans les difficultés de mise en œuvre des OAP sectorielles, qui instaurent pour la plupart la contrainte de mise en œuvre d'un projet d'aménagement d'ensemble, notamment sur des fonciers parfois morcelés entre plusieurs propriétaires, avec des typologies de constructions plus denses que la maison individuelle (logements groupés, intermédiaires voire collectifs) peu répandues dans le territoire sur des tènements privés. Une seule OAP a fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme sur la période, sans commencement de travaux effectifs depuis.

Les logements individuels représentent 82% des constructions commencées dans les trois premières années d'application du PLUI-h, pour une projection de 48% (essentiellement hors des OAP) ce qui vient appuyer le besoin d'activer la mise en œuvre des OAP sectorielles, en particulier dans les pôles de vie, tels que Saint Laurent du Pont.

Le bilan triennal souligne la faiblesse de réhabilitation du parc existant pour la production de logements, seulement 5 logements ayant été réalisés par requalification du bâti existant en trois ans, alors que le Volet H du PLUI-h prévoit la requalification de 131 logements sur 12 ans.

Dans ses conclusions, le bilan triennal soumis à la DREAL en 2023 prévoit notamment :

- La mise en œuvre des actions des 2 communes lauréates Petites Villes de Demain (notamment St Laurent du Pont) qui devrait redynamiser l'attractivité de ces centres et enclencher une production ou un réinvestissement de logements sur ces polarités.

L'engagement de l'accompagnement à la mise en œuvre des OAP – urbanisme négocié et dialogue avec les promoteurs pour évaluer les conditions de faisabilité (*réalisé en 2024 et concrétisé pour partie avec le travail de refonte des OAP opéré dans le projet de Modification de droit commun n°3 du PLUI-h en cours de finalisation*).

L'activation de l'urbanisation des secteurs d'OAP, ce qui aura pour conséquence de rétablir les équilibres d'urbanisation initialement prévus entre les différents pôles urbains, de diversifier les formes urbaines et donc renforcer la densité et augmenter le nombre de logements produits à l'intérieur des enveloppes urbaines (*idem – engagement avec le projet de Modification de droit commun n°3 du PLUI-h en cours de finalisation*).

L'engagement d'un travail avec les communes sur une analyse des points de blocage de ces OAP (levier foncier, nombre de propriétaires, équipements...) qui pourra donner lieu à une nouvelle modification du PLUI-h le cas échéant (*Modification de droit commun n°3 du PLUI-h en cours de finalisation*).

Une rencontre promoteurs-bailleurs-EPCI qui a confirmé les difficultés de mise en œuvre des OAP

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions définies dans le PLH et ciblées prioritairement dans le bilan triennal développé ci-dessus, la Communauté de communes Cœur de Chartreuse a organisé le 28 juin 2024 une rencontre avec les opérateurs de la construction, bailleurs et promoteurs, afin de leur présenter 17 OAP à enjeux parmi les 46 OAP sectorielles à vocation d'habitat du PLUI-H, dans des communes, contextes et comportant des typologies de projets différents (taille, localisation, typologies bâties, mixité...).

Ces échanges révèlent plusieurs freins à la mobilisation des opérateurs, notamment des opérations trop petites ou trop peu denses pour atteindre un équilibre du bilan d'opération dans ce territoire en zone détendue. Les densités trop faibles sont relevées à plusieurs reprises comme un frein à la réalisation d'opérations, ce qui invite à augmenter la densité des projets ou à créer de nouvelles OAP générant des typologies denses et adaptées à leur environnement urbain.

Une procédure de modification du PLUI-h en cours pour faciliter la mise en œuvre des OAP sectorielles

La modification n°3 du PLUI-h, réalisée parallèlement à la présente modification n°2 a pour principal objectif de revoir les projets d'OAP rencontrant des difficultés de mise en œuvre pour les motifs relevés par les opérateurs et partagés par les communes concernées. Cette initiative répond principalement à l'enjeu de faciliter leur mise en œuvre et d'activer la réalisation de logements afin d'atteindre les objectifs de production définis dans le volet PLH du PLUI-H.

Un des freins soulevés à la réalisation des OAP réside en leur densité faible et l'inéquation entre la typologie architecturale prévue et les demandes des habitants dans les communes moins équipées, essentiellement tournées vers l'habitat individuel.

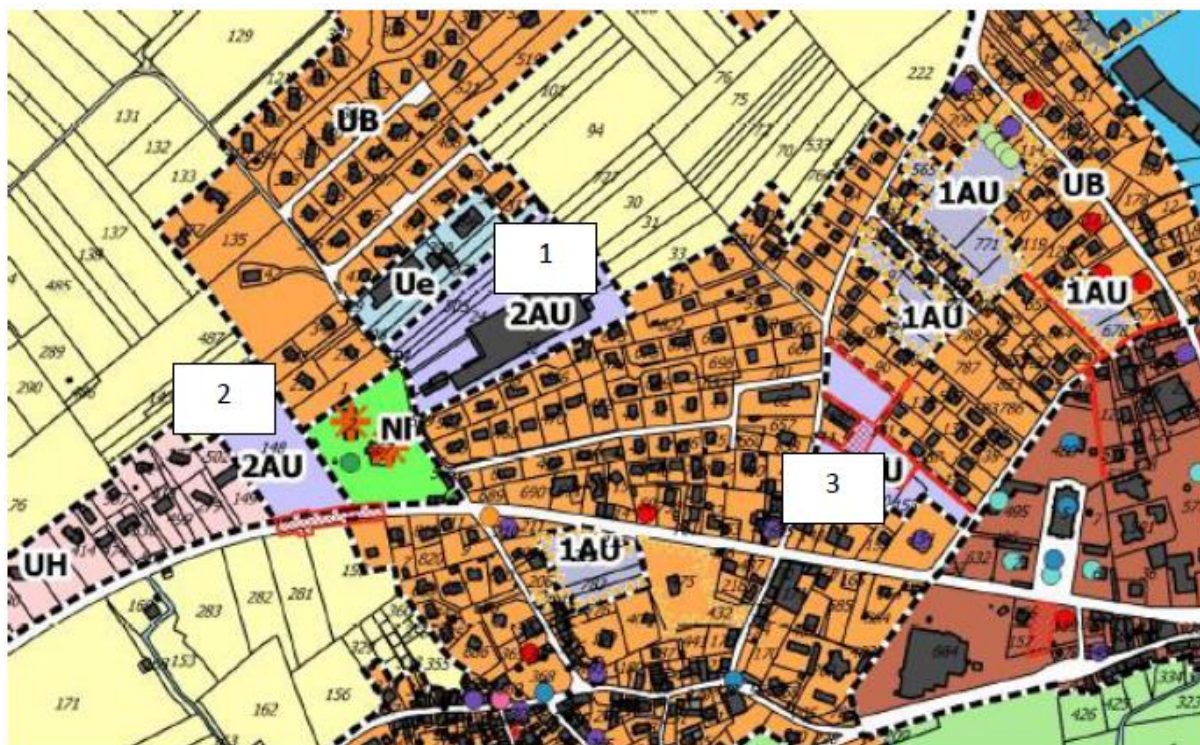
La faible production de logements dans les pôles de vie tels que Saint Laurent du Pont a été mise en lumière, alors qu'ils constituent les pôles les mieux équipés où sont ciblés 50% de la production. Cet objectif répond à la nécessaire proximité du public avec les commerces et services, la réhabilitation des centre-bourgs et le développement privilégié à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes.

Une OAP répondant aux enjeux actuels remis en lumière par ce bilan

L'OAP « Ex-Rossignol » répond à l'enjeu de lutte contre la consommation d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers réaffirmé par la loi Climat et Résilience d'août 2021. En effet, la requalification des friches constitue un des principaux leviers pour atteindre l'objectif Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2050. A l'échelle de la Communauté de communes Cœur de Chartreuse, le tènement « ex-Rossignol » constitue un des rares secteurs de projets en requalification de bâti dans la durée de vie projetée du PLUI-H et le seul à Saint Laurent du Pont, à la suite la requalification en cours des papeteries d'Entre-Deux Guiers.

EXTRAIT DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLUI CONCLUANT À L'ABSENCE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

Ce site a fait l'objet d'une analyse en tant que site de projet dans l'Évaluation Environnementale lors de l'élaboration du PLUI-H valant SCoT. L'analyse, restituée entièrement ci-après, conclut à l'absence d'enjeux agricoles et environnementaux.



DESCRIPTION du site (extrait de l'Évaluation environnementale de 2019)

La zone 1 correspond aux anciens bâtiments de l'entreprise Rossignol, située au cœur de la trame résidentielle de Saint Laurent du Pont et facilement accessible à pied depuis le centre-bourg. Cet espace est aujourd'hui occupé sur une faible partie de son potentiel par les bureaux d'une entreprise industrielle. Ce site a fait l'objet d'une réflexion OAP bien que le site n'ait pas été retenu comme zone urbanisable à moyen terme, il est apparu opportun de maintenir ce site en zone 2AU sous réserve d'un projet de reconversion de cet espace aujourd'hui peu qualitatif d'un point de vue urbain et paysager et de la réalisation des équipements suffisants au regard du potentiel du site.

Une réflexion OAP a été engagée sur le site, une sortie terrain a été réalisée avec les élus lors de l'élaboration. L'objectif de l'OAP était de proposer une reconversion du site par la réalisation d'une offre de logement intermédiaire selon un principe de greffe urbaine.

Le site Ex-Rossignol, au regard de sa localisation, de son accessibilité et de son caractère déjà artificialisé ne présente pas d'enjeu majeur au regard de l'environnement. Se posera toutefois, la question de la dépollution du site, lors de la réalisation du projet.


Le site comporte un tènement agricole à enjeu faible au regard du diagnostic de la Chambre d'Agriculture. La compensation est largement permise puisqu'aux alentours du site, de nombreuses parcelles d'enjeux équivalents sont rendus à l'agriculture.



Site artificialisé et en densification en zone 2AU dans l'attente d'un vrai projet.

Les élus ont engagé une réflexion OAP sur le site en lui donnant une vocation d'habitat, suivant un principe de greffe urbaine



 Déclassés par rapport à l'ancien PLU de Saint Laurent du Pont

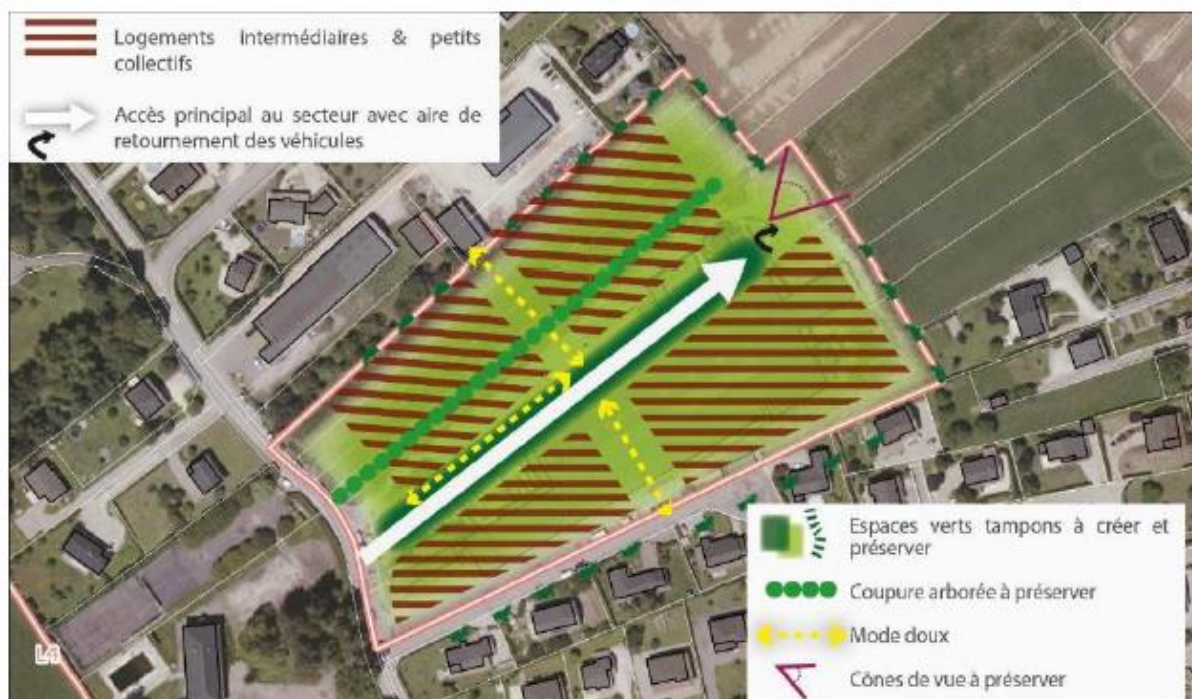








Schéma de principe à valeur illustrative-réflexion sur le site

Thématique retenue dans l'évaluation	Synthèse	Atouts/ Faiblesses
Biodiversité 	Espace déjà artificialisé car construit et destiné au stockage et bureaux	++++
Paysage 	Ouverture sur le grand paysage avec vue remarquable sur les sommets de chartreuse.	++++
Agriculture 	Pas d'objet. Site donnant sur la plaine agricole.	++++
Risques naturels 	Pas concerné	-
Accessibilité /réseaux 	Site constitue un espace en densification. Les réseaux sont déjà présents étant donnée la nature du site et la présence de l'entreprise Rossignol.	+++
Proximité enveloppe urbaine 	« Dent creuse » dans l'enveloppe urbaine de St Laurent.	++

Notation retenue pour l'évaluation des caractéristiques du site au regard des diagnostics réalisés :

- 0 : non concerné ;
- Atouts : + (faible)/++ (moyen)/+++ (fort)/++++ (très fort) ;
- Faiblesses : - (faible)/ -- (moyen)/--- (fort)/---- (très fort)

INCIDENCES DU PROJET (extrait de l'Évaluation environnementale de 2019)




Au vu des caractéristiques du site, de sa localisation, de l'absence d'enjeux agricoles et environnementaux, l'évaluation environnementale préconise des mesures ERC afin de limiter au maximum les impacts de la réhabilitation de ce site.

La réhabilitation du site permettra un traitement qualitatif d'un espace aujourd'hui peu délaissé. Cependant le site est entouré de boisements, dont la disparition peut potentiellement, induire la migration/la disparition de la biodiversité qui s'y trouve. Cet impact est néanmoins à relativiser au regard des habitats et espèces en cause, mais est à ne pas négliger dans la mesure où les reports vers d'autres milieux sont plus compliqués dans un contexte urbain.

L'impact sur le paysage sera faible puisque le site se trouve en dent creuse. Le projet aura même une incidence positive en requalifiant une partie de la couronne résidentielle.

Le projet participera à la requalification de l'entrée de ville. Les accès seront multiples, chacun reliant le projet à l'un des axes qui l'entoure. Le projet s'intégrera dans son contexte de centre-bourg et des cheminements doux permettront de faciliter l'accès aux services et commerces.

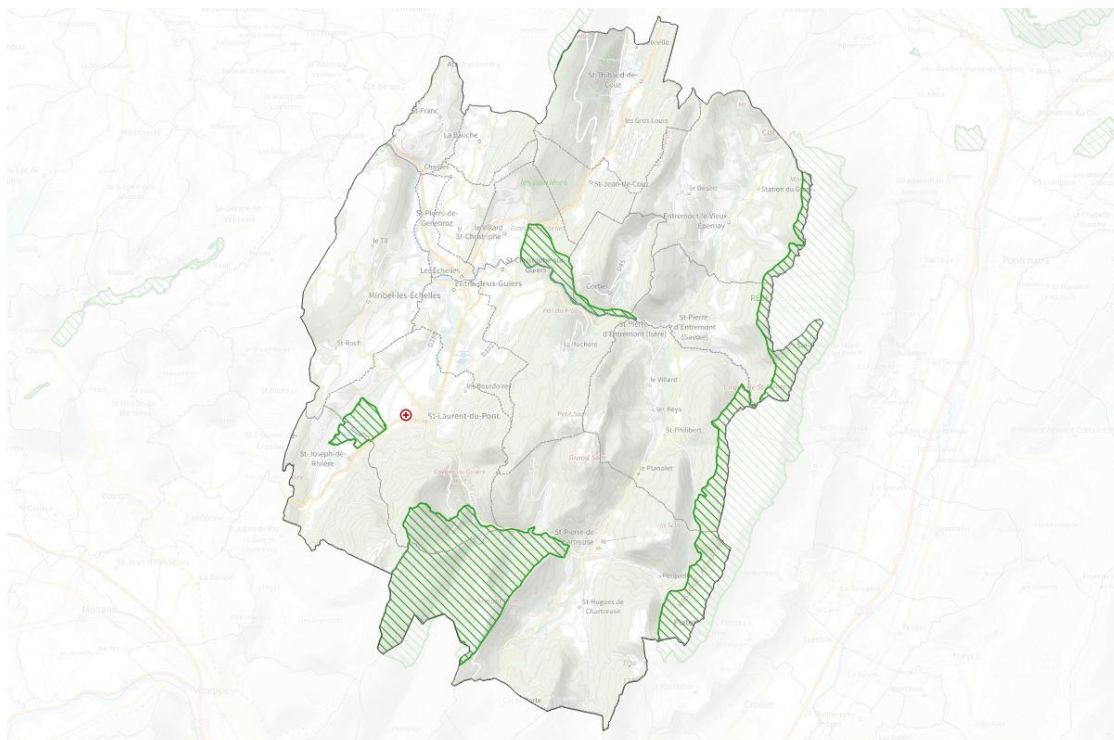
MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION ET INCIDENCES NATURA 2000

Incidences environnementale	Evitement	Réduction	Compensation
 <p>► Impact positif fort sur la trame urbaine et la recomposition d'un quartier d'entrée de ville</p>	<p>Conserver le caractère champêtre du site en maintenant les boisements structurants</p>	<p>Prévoir le passage d'un écologue permettant de repérer éventuellement</p>	<p>Le projet prévoit de modérer l'imperméabilisation liée à la nouvelle urbanisation en mettant en place une gestion à l'échelle de la parcelle selon les prescriptions du schéma de gestion des eaux pluviales. L'infiltration des eaux pluviales se fera in situ et sera intégrée à la trame paysagère du site (création de noues, de fossés...).</p>
 <p>► Impact neutre au regard de l'environnement, agriculture</p>	<p>Maintenir les percées visuelles sur le grand paysage et la plaine agricole donnant une profondeur au site. Dispositifs contre le dérangement de la faune durant le chantier.</p>	<p>Préserver le caractère rural et la transition douce entre le front urbain et la plaine agricole. Le démarrage des travaux en dehors des périodes de reproduction des espèces faunistiques (avifaune notamment), et floristiques (floraison)</p>	
 <p>► Impact potentiellement moyen sur le paysage et l'insertion de projet dans son contexte</p>		<p>Limiter au maximum les clôtures</p>	

- ➡ Le projet de PLUi sur ce secteur n'aura donc aucune incidence négative sur le site NATURA 2000 le plus proche.

SUSCEPTIBILITE D'AFPECTER SIGNIFICATIVEMENT UN SITE NATURA 2000

État initial



Zones Natura 2000 du territoire et environnantes

Le territoire de la communauté de Communes Cœur de Chartreuse comprend 4 sites Natura 2000 :

- ZPS « l'Avant Pays Savoyard » n° FR8212003
- SIC « Tourbière de l'Herretang » — FR8201742
- SIC « Charmant Som et Gorges du Guiers Mort » FR8201741
- ZSC « Hauts de Chartreuse » FR8201740

Huit communes sont concernées : Saint Joseph de Rivière, Saint-Laurent-du-Pont, Saint Pierre de Chartreuse, Saint Pierre d'Entremont Isère et Savoie, Entremont le vieux, Saint-Christophe et Corbel.

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur un site Natura 2000 (cf. tableau de synthèse).

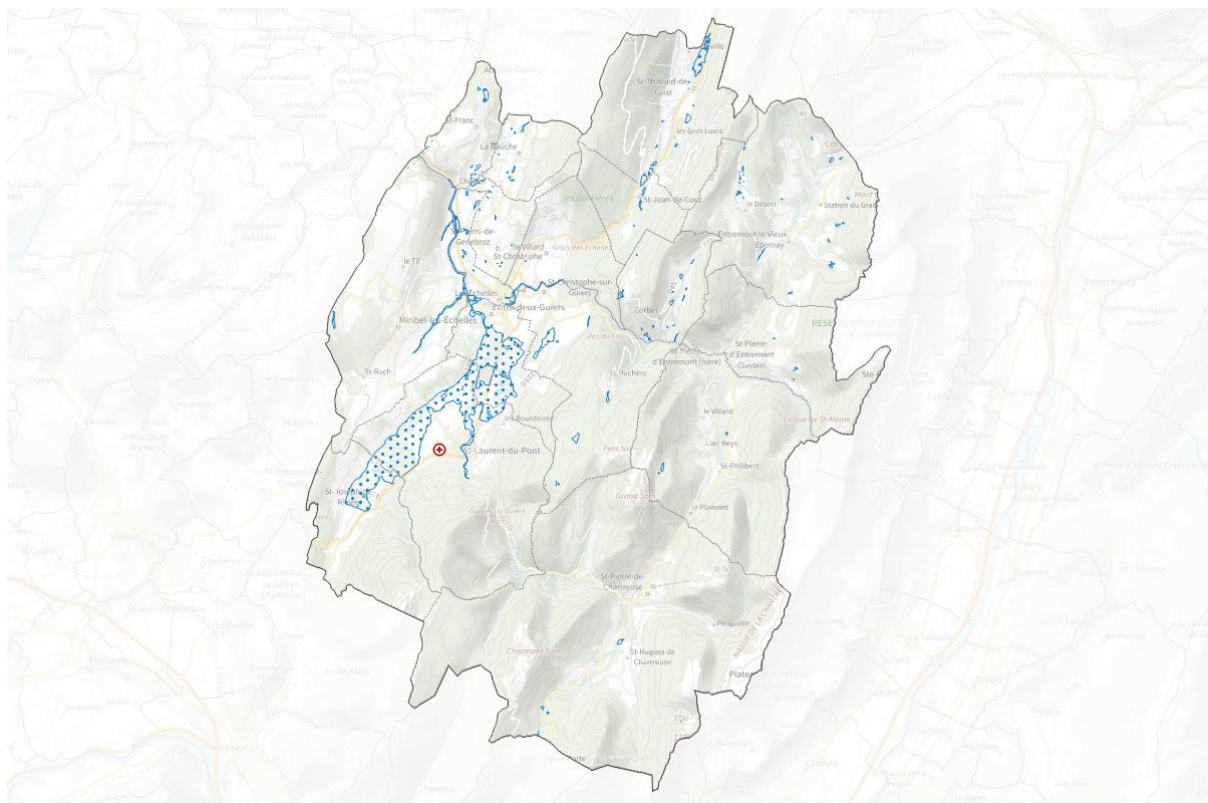
Sans incidence, cf. conclusions de l'évaluation environnementale restituée intégralement en introduction.

>> La procédure n'a aucun impact sur une zone Natura 2000.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Natura 2000 La procédure n'a aucun impact sur une zone Natura 2000.	Nulle

INCIDENCES SUR UNE ZONE HUMIDE

État initial



Zones humides à protéger au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme

Un important réseau de zones humides est présent sur les 17 communes. En effet, 80 zones humides ont été recensées par l'inventaire départemental d'Isère et de Savoie. De nombreux milieux humides sont présents comme : tourbières, marais, prairies humides, formations riveraines de Saules, de jonchaies, des phragmites, fourrés alluviaux, des bois marécageux... Certaines de ces zones humides sont soumises à des protections réglementaires supplémentaires comme la tourbière de l'Herretang (Espace Naturel Sensible et Arrêté de Protection de Biotope) et le marais de Berland (Espace Naturel Sensible). L'ensemble de ces zones humides accueillent de partie importante des espèces protégées présentes en Chartreuse.

Zonage d'inventaire	Nom	Remarques
80 zones humides (inventaire 2019)	EX : Marais de Berland Tourbière de l'Herretang Col du Granier Le Villard	Toutes les communes concernées Milieux très riches à préserver

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur une zone humide (cf. tableau de synthèse).

>> Sans incidence.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Zones humides La procédure n'affectera pas une zone humide.	Nulle

INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE

Division du chapitre sur les incidences sur les milieux naturels et la biodiversité en trois parties	Principaux outils de protection des milieux naturels et de la biodiversité mobilisés dans le PLUi-h valant SCoT
Périmètres de protection réglementaire et d'inventaire (hors protections L151-23)	<ul style="list-style-type: none">- Parc Naturel Régional- Sites Natura 2000- Réserve naturelle- Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)- Espaces Naturels Sensibles (ENS)- Znieff de type 2
Espaces boisés classés	<ul style="list-style-type: none">- Espaces boisés classés au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme
Protections au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme	<ul style="list-style-type: none">- Zone humide à protéger au titre de l'article L151-23 du CU- Corridor biologique souple à protéger au titre de l'article L151-23 du CU- Corridor biologique stricte à protéger au titre de l'article L151-23 du CU- Zone ZNIEFF type I repérée au titre de l'article L151-23- Coteau en co-visibilité forte à préserver au titre de l'article L151-23 du CU- Route de caractère au titre de l'article L151-23 du CU

Périmètres de protection réglementaire et d'inventaires

État initial

Le territoire compte plusieurs zonages réglementaires :

- 1 Parc Naturel Régional : Parc naturel Régional de Chartreuse
- 4 sites Natura 2000 : Tourbière de l'Herretang (SIC), Charmant Son (SIC), Haut Chartreuse (ZSC) Avant pays (SIC et ZPS)
- 1 Réserve naturelle : Réserve naturelle des Hauts de Chartreuse

- 1 Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) : Marais de Berland à Saint Christophe sur Guiers
- 3 Espaces Naturels Sensibles (ENS) : Tourbière Herretang Marais de Berland Col du Coq Saint Pierre de Chartreuse

Il compte également plusieurs zonages d'inventaires :

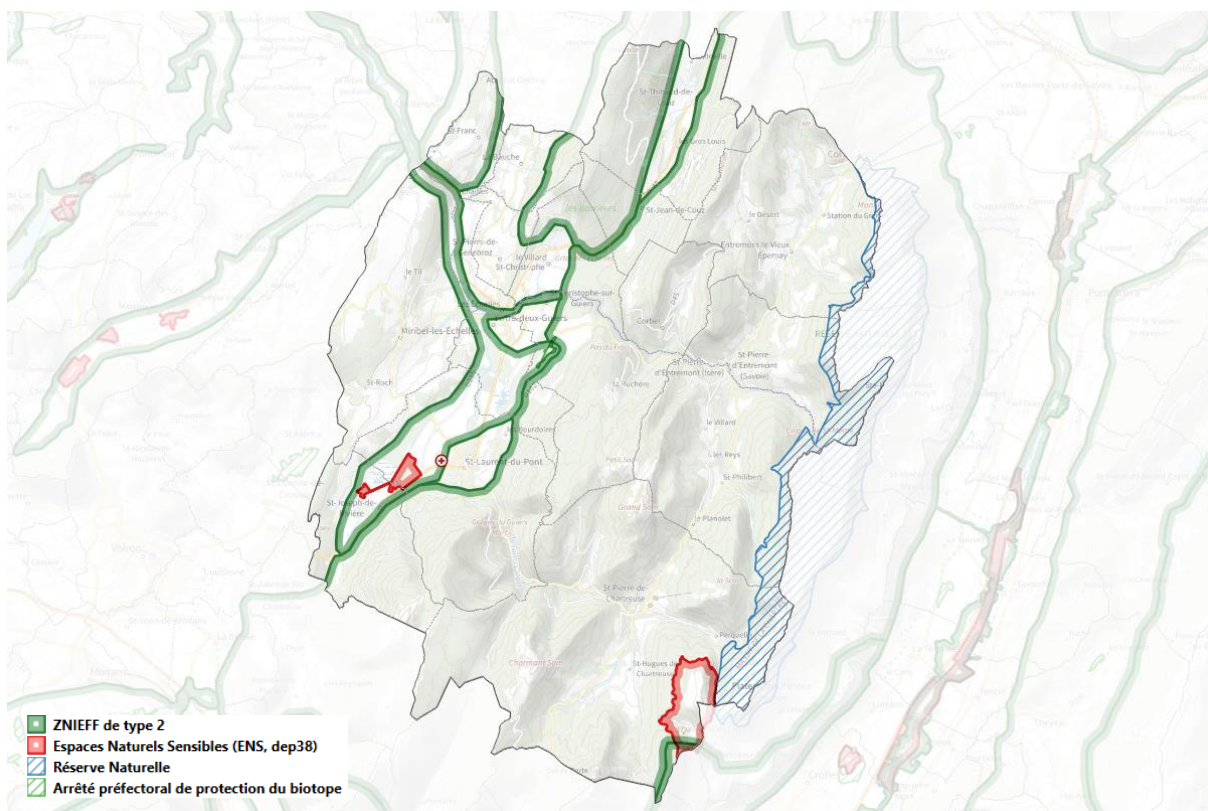
- 27 Znieff de type 1 : Forêt Grand Som, Forêt de Combignon Chamechaude Mont Outheran, etc.
- 4 Znieff de type 2 : Massif de la Chartreuse Ensemble fonctionnel formé par la basse vallée du Guiers et les zones humides de Saint Laurent du Pont Montagne de l'Épine et Mont du Chat Chainon du Mont Tournier
- 80 zones humides (inventaire 2019) : Marais de Berland Tourbière de l'Herretang Col du Granier Le Villard, etc.

Les communes concernées par ces zonages réglementaires et d'inventaires sont les suivantes :

Zonage	Nom	Remarques
Zonages réglementaires		
1 Parc Naturel Régional	Parc naturel Régional de Chartreuse	Toutes les communes concernées
4 sites Natura 2000	Tourbière de l'Herretang (SIC), Charmant Son (SIC), Haut Chartreuse (ZSC) Avant pays (SIC et ZPS)	8 communes concernées : Saint Joseph de Rivière, Saint-Laurent-du-Pont, Saint Pierre de Chartreuse, Saint Pierre d'Entremont Isère et Savoie, Entremont le vieux, Saint-Christophe et Corbel Assure le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage d'intérêt communautaire
1 Réserve naturelle	Réserve naturelle des Haut de Chartreuse	4 communes concernées : Saint Pierre de Chartreuse, Saint Pierre d'Entremont Isère et Savoie, Entremont le vieux. Vaste plateau rocheux bordé de falaises composées d'une mosaïque d'habitats riche en espèces
1 Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)	Marais de Berland à Saint Christophe sur Guiers	Présent dans la commune de Saint-Christophe-sur-Guiers Tourbière alcaline accueillant le <i>Liparis de Loesel</i> (espèce protégée au niveau national)
3 Espaces Naturels Sensibles (ENS)	Tourbière Herretang Marais de Berland Col du Coq Saint Pierre de Chartreuse	4 Communes concernées : Saint Laurent du Pont, Saint Joseph de la Rivière Saint-Christophe-sur-Guiers Saint Pierre de Chartreuse Protection de zones humides (tourbières) et mosaïques d'habitats accueillant de nombreuses espèces protégées (Col du Coq)
Zonages d'inventaires		
27 Znieff 1	EX : Forêt Grand Som, Forêt de Combignon Chamechaude Mont Outheran	Presque toutes les communes concernées sauf Saint Franc, la Bauche, Saint Pierre de Genebroz, Saint Jean de Couz D'une superficie limitée, définies par la présence d'espèces ou de milieux rares, protégés et bien identifiés. Elles correspondent à des secteurs de grand intérêt biologique ou écologique
4 Znieff 2	Massif de la Chartreuse Ensemble fonctionnel formé par la basse vallée du Guiers et les zones humides de Saint Laurent du Pont Montagne de l'Épine et Mont du Chat Chainon du Mont Tournier	Toutes les communes concernées Grands ensembles naturels riches et peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.
80 zones humides (inventaire 2019)	EX : Marais de Berland Tourbière de l'Herretang Col du Granier Le Villard	Toutes les communes concernées Milieux très riches à préserver

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur un périmètre de protection réglementaire ou d'inventaire (cf. tableau de synthèse).



Ce site n'est pas au sein d'une réserve naturelle, d'un secteur faisant l'objet d'un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB), ou d'un Espaces Naturels Sensibles (ENS).

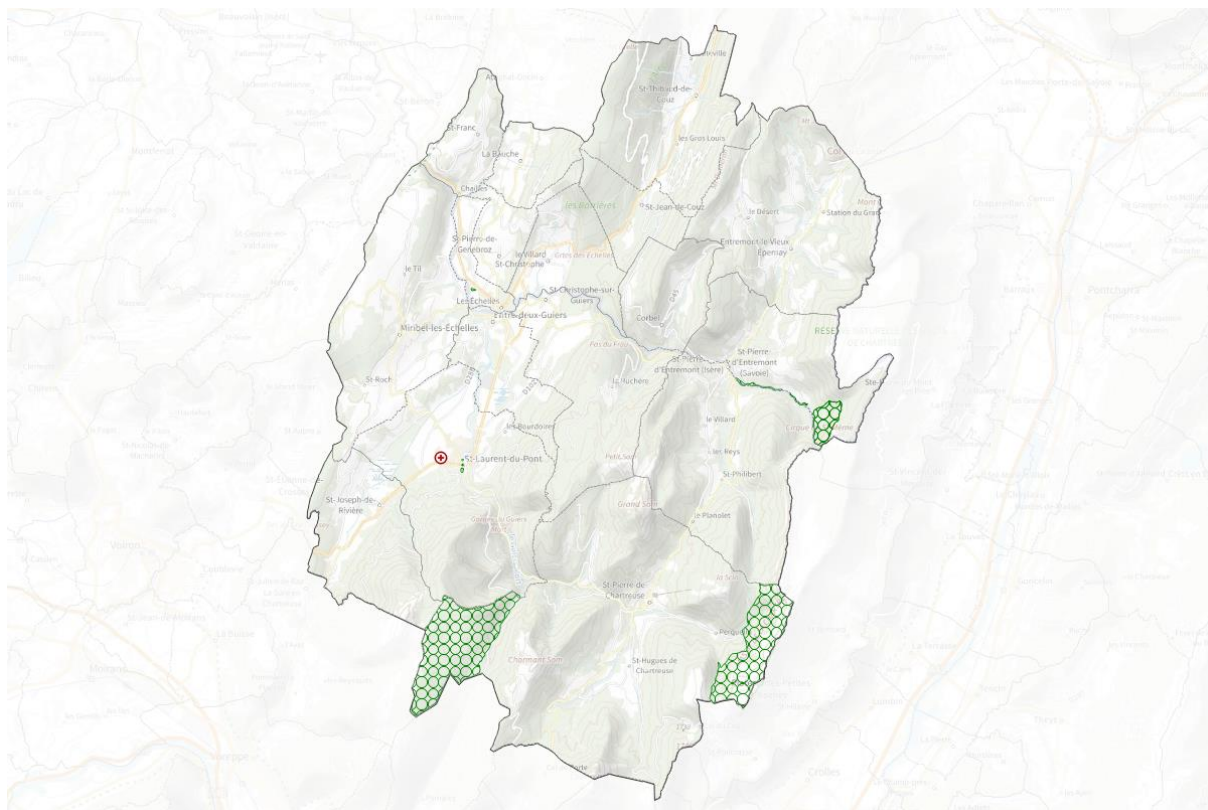
Le secteur d'OAP est située au sein d'un Znieff de type 2 (« Ensemble fonctionnel formé par la basse vallée du Guiers et les zones humides de saint laurent du pont »). En raison de l'importante surface de cette Znieff de type 2, et de la nature de l'évolution (requalification d'un site déjà urbanisé, situé en dent creuse), la procédure n'est pas de nature à porter atteinte à la fonctionnalité environnementale globale de la ZNIEFF ou d'entraver la libre circulation des espèces.

>> La procédure de Modification n°2 est sans incidence sur les milieux naturels et la biodiversité.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Périmètres de protection règlementaire et d'inventaires La procédure de Modification n°2 est sans incidence sur les milieux naturels et la biodiversité.	Nulle

Espaces Boisés Classés

État initial



Espaces boisés classés au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme

Outil plus strict de gestion des ensembles boisés, seule la commune de Saint Pierre d'Entremont Savoie a souhaité reporter ses espaces boisés classés (EBC) lors de l'élaboration du PLUi-H : coupe et abattage soumis à déclaration préalable, interdiction de changement ou d'affectation du sol, interdiction d'imperméabilisation du sol, obligation de replanter un arbre en cas de suppression, sur la même localisation.

Outre le fait de comporter des règles plus strictes, une protection par EBC nécessite une révision du PLUi pour être modifiée ou supprimée, tandis qu'une modification du PLUi suffit pour transformer ou corriger sur la base d'une erreur matérielle une protection au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme.

La majorité des EBC des anciens documents d'urbanisme communaux étant inscrits au sein de vastes espaces forestiers ou à l'inverse contraint au sein des espaces urbanisés, les autres communes ont souhaité réinscrire leurs anciens EBC soit en zone Naturelle couverte par le code forestier, soit en espaces de jardins au titre du L151-19 du Code de l'urbanisme, soit en espaces environnementaux au titre du L151-23 du Code de l'urbanisme.

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur un espace boisé classé (cf. tableau de synthèse).

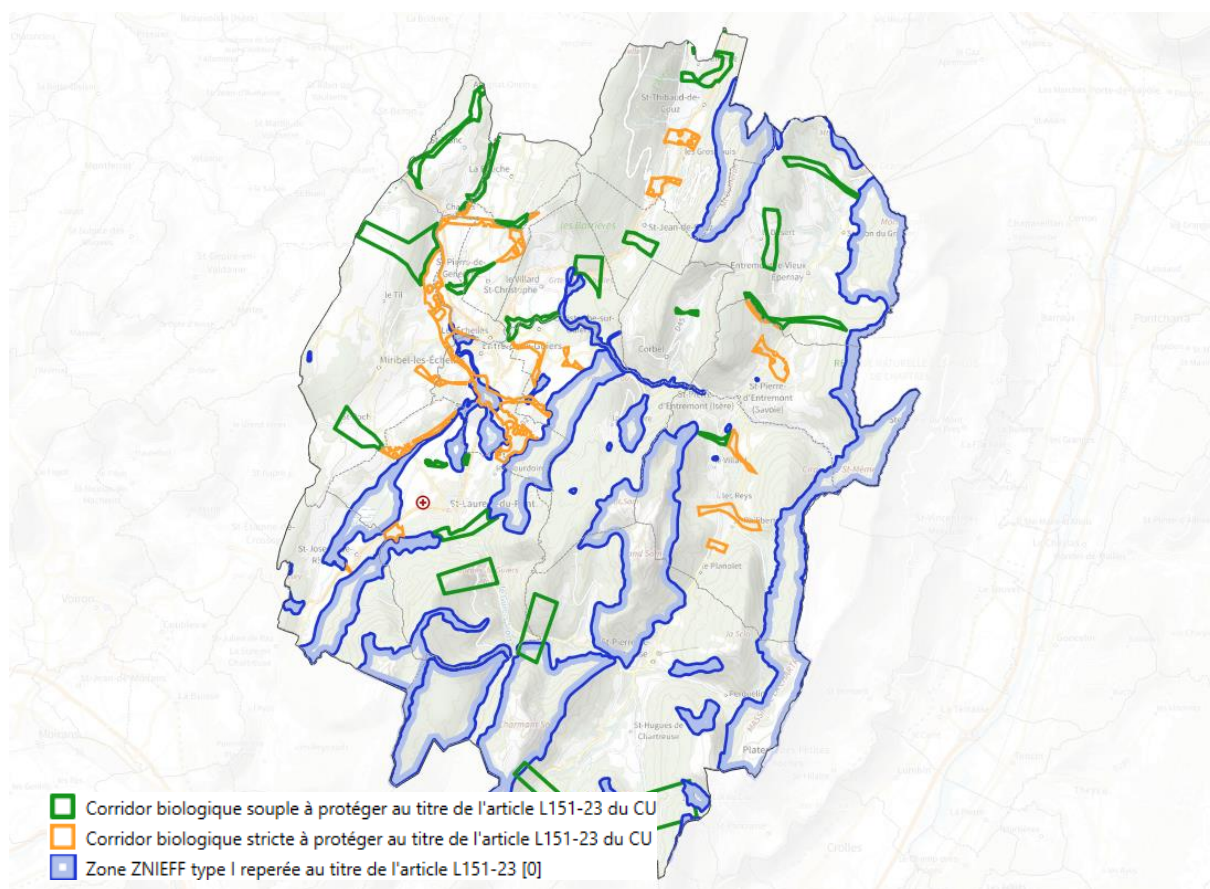
Sans incidence.

>> La procédure ne concerne aucun Espace Boisé Classé.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Espaces Boisés Classés La procédure ne concerne aucun Espace Boisé Classé.	Nulle

Protections au titre de l'article L151.23 du Code de l'Urbanisme

État initial



Les protections au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme mobilisées par le PLUi-H sont :

- Zone humide à protéger au titre de l'article L151-23 du CU (cf. supra)
- Corridor biologique souple à protéger au titre de l'article L151-23 du CU
- Corridor biologique stricte à protéger au titre de l'article L151-23 du CU
- Zone ZNIEFF type I repérée au titre de l'article L151-23
- Coteau en co-visibilité forte à préserver au titre de l'article L151-23 du CU
- Route de caractère au titre de l'article L151-23 du CU

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur une protection au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme (cf. tableau de synthèse).

>> La procédure de Modification n°2 n'impacte par une protection au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Protections au titre de l'article L151.23 du Code de l'Urbanisme La procédure de Modification n°2 n'impacte pas une protection au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme.	Nulle

INCIDENCES SUR LE PAYSAGE OU LE PATRIMOINE BATI

Site Patrimonial Remarquable (SPR), sites inscrits et classés et monuments historiques

État initial

Le territoire ne compte aucun Site Patrimonial Remarquable.

LES EDIFICES PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

Cette protection est soumise aux articles L621 et suivants, elle comprend 2 niveaux.

- **L'inscription** se fait dans le cadre régional. Elle est concrétisée par un arrêté du préfet de région après avis de la Commission régionale du patrimoine et de sites (CRPS). Tous les travaux sont soumis à une autorisation d'urbanisme, le maître d'ouvrage doit informer la conservation régionale des monuments historiques (CRMH) à la DRAC.
- **Le classement** est une mesure de reconnaissance nationale, par arrêté du ministre chargé de la Culture et de la Communication après avis de la Commission nationale des monuments historiques. Comme pour l'inscription, les travaux doivent faire l'objet d'une autorisation administrative particulière accordée par le préfet de région.

LES EDIFICES CLASSES SUR LE TERRITOIRE COEUR DE CHARTREUSE

Saint-Laurent-du-Pont :

- Le Pont Perent sur le Guiers Mort (1/05/1923)
- Le Pont de la Petite Vache sur la rivière du même nom (1/05/1923)

Saint-Pierre-de-Chartreuse

- Ancien Monastère de la Grande Chartreuse (14/11/1912)
- Chapelle Saint Bruno (7/07/1913)
- Chapelle Notre Dame de Casalibus (7/07/1913)
- Pont de la Dame à la Diat (28/10/1927)
- Pont de la Forge ou de la Fabrique sur le Guiers Mort (1/05/1923)
- Pont du Grand Logis et maison du Gruet pères ledit pont sur le Guiers-Mort (1/05/1923)
- Pont de la Tannerie sur le Guiers Mort (1/05/1923)

Saint-Pierre-d'Entremont Isère

- Abords de la chapelle des dix mille martyrs

LES ÉDIFICES INSCRITS SUR LE TERRITOIRE COEUR DE CHARTREUSE

Entre-deux-Guiers

- Périmètre de protection à la maison des arcades et à niches des Échelles (16/10/1930) débordant sur la commune d'Entre-deux-Guiers.

Saint-Christophe-sur-Guiers et Saint-Pierre-de-Chartreuse :

- Périmètre de protection de la Chapelle Saint Bruno et la Chapelle Notre-Dame-de-Casalibus

Saint-Laurent-du-Pont

- Chartreuse de Currières (ancienne)- le linteau de porte avec inscription du XIIIème siècle (2/05/1927)
- Bâtiment de l'ancienne distillerie des Chartreux à Fourvoirie y compris les ruines (20/09/1993)
- Ferme de l'Echaillon lieu-dit du Mollard en totalité, foncier et bâti (25/09/2003)

Saint-Pierre-d'Entremont Isère)

- Tournerie de Saint-Même (11/09/2015)

Les Echelles

- L'Hôtel de Ville (16/10/1930)
- La maison place de l'Hôtel de Ville (arcades et niches) (16/10/1930)

Saint-Christophe la Grotte

- Le monument dédié à Charles Emmanuel II de Savoie (22/07/1952)
- Le périmètre débordant de l'Hôtel de Ville de la maison place de l'Hôtel de ville des Echelles (16/10/1930)

Saint-Pierre-d'Entremont Savoie

- L'Ancienne Chapelle des Martyrs (inscrit ou classé ?) classées au titre des monuments historiques (29/08/1928) classé ?
- Le périmètre débordant du Vieux Moulin, hameau du Teppaz à Entremont-le-Vieux et sa serve (11/09/2015)

- Le périmètre débordant de la tournerie de bois de Saint Même à Saint-Pierre-d'Entremont Isère (11/09/1915)

Entremont-le-Vieux

- Le Vieux Moulin, hameau du Teppaz et sa serve (11/09/2015)

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comment n'ayant aucune incidence sur un SPR, un site inscrit ou classé ou un monument historique (cf. tableau de synthèse).

>> La procédure n'a aucune incidence sur un SPR, un site inscrit ou classé ou un monument historique.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Site Patrimonial Remarquable (SPR), sites inscrits et classés et monuments historiques La procédure n'a aucune incidence sur un SPR, un site inscrit ou classé ou un monument historique.	Nulle

Protection issue du PLUi au titre de l'article L151.19 du Code de l'Urbanisme

État initial

Les patrimoines bâtis identitaires ont été identifiés au plan de zonage et font l'objet de prescriptions particulières édictées dans le règlement écrit au titre du L151-19 du Code de l'Urbanisme.

- Châteaux et grandes demeures L151-19 du CU
- Ensemble urbain-villageois homogène L151-19 du CU
- Parcs et jardins, potagers L151-19 du CU
- Patrimoine agricole L151-19 du CU
- Patrimoine économique et touristique L151-19 du CU
- Patrimoine et espace public L151-19 du CU
- Patrimoine lié aux infrastructures L151-19 du CU
- Patrimoine religieux L151-19 du CU
- Patrimoine végétal L151-23 du CU
- Petit Patrimoine L151-19 du CU

Le cœur historique des Échelles et Entre Deux Guiers a été identifié comme étant un site touristique à forte fréquentation au titre du L151-19 du Code de l'Urbanisme et comme ensemble urbain homogène. Cette disposition figurant au règlement écrit permet de conserver les caractéristiques architecturales et urbaines. Les nouveaux projets devront tenir compte des qualités du tissu et de la morphologie bâtie.

Les sites et monuments inscrits sont repérés au plan de zonage. Le cas échéant les périmètres de préservation ont été redélimités.

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur un protection au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme (cf. tableau de synthèse).

Sans incidence sur une protection édictée au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme.

>> La procédure n'a pas d'incidence sur une protection édictée au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme. Plus globalement, la procédure a un impact positif sur le paysage en revalorisation une friche industrielle en dent creuse et en prévoyant des aménagements paysagers en accompagnement de l'opération.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Protections au titre de l'article L151.19 du Code de l'Urbanisme La procédure n'a pas d'incidence sur une protection édictée au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme. Plus globalement, la procédure a un impact positif sur le paysage en revalorisation une friche industrielle en dent creuse et en prévoyant des aménagements paysagers en accompagnement de l'opération.	Positive

CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES OU FORESTIERS

État initial et incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers (cf. tableau de synthèse).

Superficie totale (en hectares)	35 680 ha			
Superficie par zones	PLU en vigueur (Modification simplifiée n°2)		Modification de droit commun n°2	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire
Zones U	987,7 ha	2,7%	987,5 ha	2,7 %
Zones 1 AU	37,6 ha	0,1%	40,1 ha	0,1 %
Zones 2 AU	8,6 ha	0,02%	6,3 ha	0,01 %
Zones A	8 083,4 ha	22,5%	8 083,4 ha	22,5%
Zones N	26 432,3 ha	74,08%	26 432,3 ha	74,08%
Total	35 680 ha	100 %	35 680 ha	100 %

La reconversion de cette friche a un effet positif, voire très positif sur la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers ; car les logements créés sur ce ténement déjà consommé (friche industrielle) ne le seront pas sur des terres cultivées ou naturelles. Le site est identifié comme « dent creuse » par l'évaluation environnementale du PLUi ; un « espace déjà artificialisé car construit et destiné au stockage et bureaux » (cf. supra).

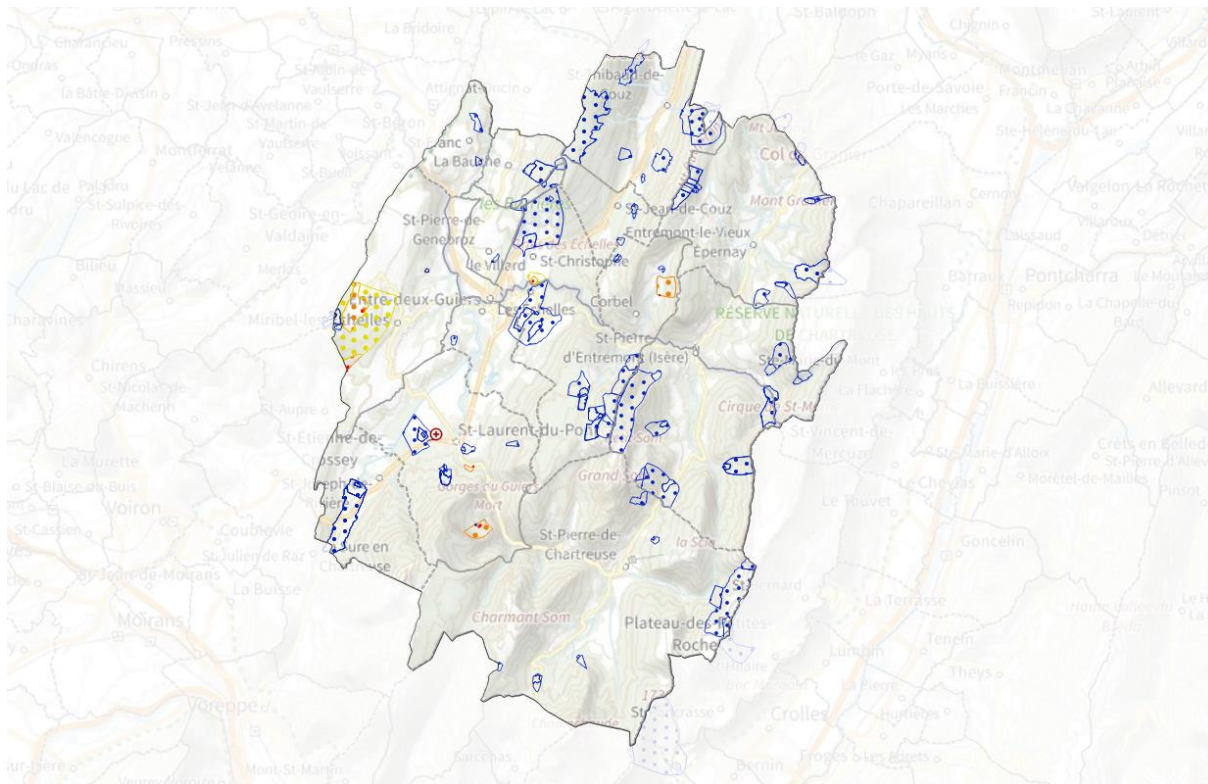
>> Malgré l'urbanisation d'une unité foncière à usage agricole (de 2 298 m²), la situation en dent creuse du site et la reconversion d'un ancien site industriel permettent de limiter la consommation foncière à plus petite échelle ; la procédure a donc une incidence plutôt positive sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Consommation d'espace Malgré l'urbanisation d'une unité foncière à usage agricole, la situation en dent creuse du site et la reconversion d'un ancien site industriel permettent de limiter la consommation foncière à plus petite échelle ; la procédure a donc une incidence plutôt positive sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.	Plutôt positive

INCIDENCES SUR L'EAU POTABLE

Périmètres de protection des captages d'eau potable

État initial



Périmètres de protection des captages

Le territoire comptabilise 77 points de prélèvements, correspondant à un débit d'étiage/ capacité de production totale de 123l/s. Sur ces 77 points, 73 sont actifs.

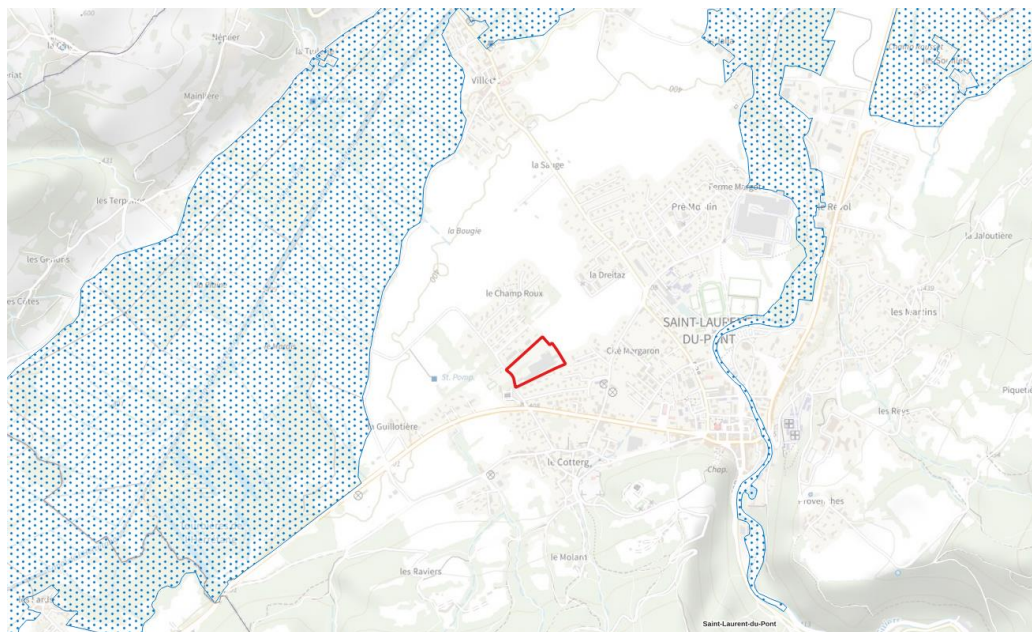
Cette ressource est issue pour partie de sources situées sur les reliefs et pour partie de la nappe alluviale Guiers/ Herretang / Guiers Vif/ Guiers Mort, identifiée comme une ressource majeure dans le SDAGE Rhône / Méditerranée Corse. Afin de protéger les ressources les plus stratégiques, les zones de sauvegardes suivantes ont été définies dans le SDAGE Rhône Méditerranée Corse :

- Zone de Sauvegarde Actuelle du captage de Saint Joseph de Rivière
- Zone de Sauvegarde Actuelle de la Guillotière à Saint Laurent du Pont
- Zone de Sauvegarde Actuelle du captage du Folliolet à Saint Christophe sur Guiers
- Zone de Sauvegarde Future des Vignes à Saint Christophe la Grotte

Il est à noter que la ZSA du captage de Saint Joseph de Rivière n'alimente pas St Joseph, mais les communes du Pays Voironnais, et que certains secteurs de St Joseph de Rivière, Miribel les Échelles, St Franc, et la Bauche sont alimentés par des ressources situées sur des communes du Pays Voironnais ou de l'avant Pays Savoyard.

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur un périmètre de protection des captages (cf. tableau de synthèse).



Sans incidence.

>> La procédure n'a pas d'incidence sur les zones humides.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Ressource en eau : protection des captages La procédure n'a pas d'incidence sur les zones humides.	Nulle

Adéquation entre le développement prévu et la ressource en eau potable

État initial

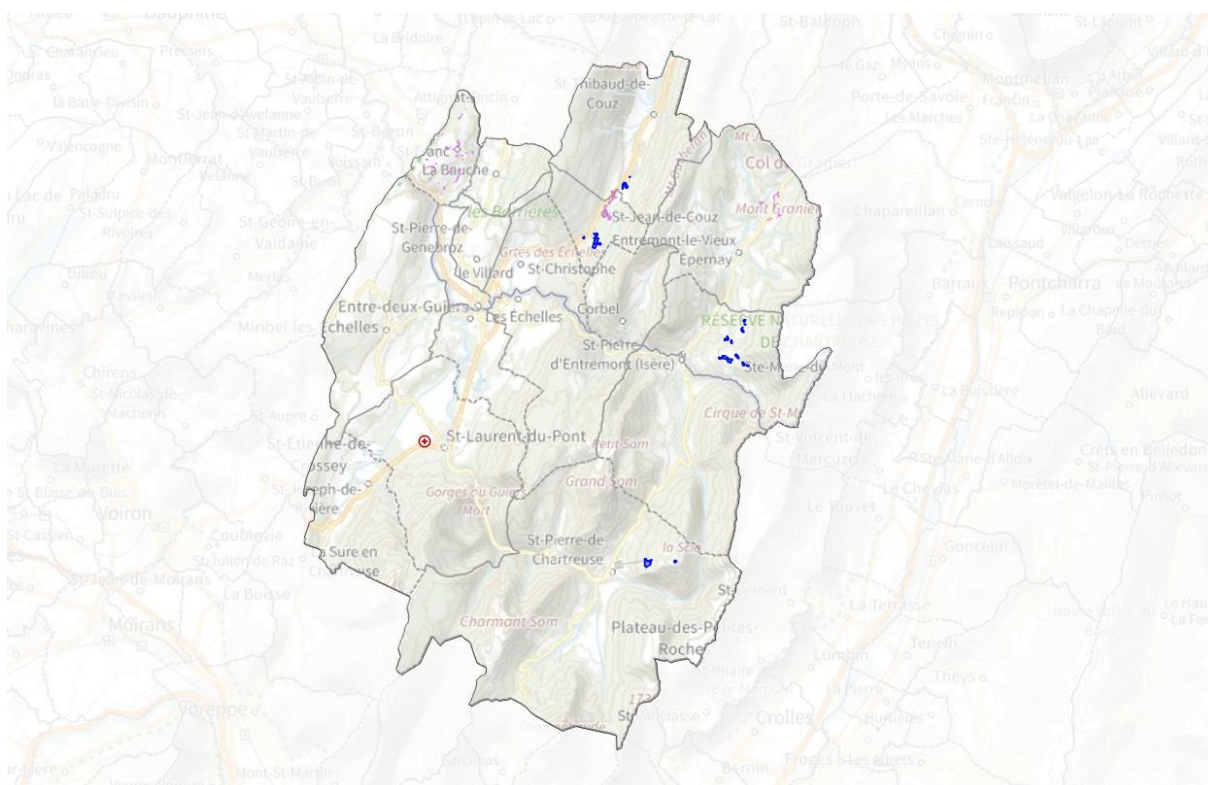
Sur certains secteurs urbanisés, le fonctionnement des services publics, et les impératifs de préservation de l'hygiène et de la salubrité ont nécessité la mise en place, dans le zonage des secteurs concernés par des contraintes particulières, d'un tramage au titre de l'article R151-34. Ces secteurs sont concernés par des conditions particulières d'ouverture à l'urbanisation dans le règlement écrit :

- Les secteurs concernés par un déficit d'eau en situation actuelle sont tramés en bleu dans le zonage des secteurs concernés par des contraintes particulières. Les modalités de délivrance des autorisations d'urbanisme sont décrites au règlement écrit, à la lettre figurant sur le plan de zonage. Le principe est d'autoriser les projets générant un besoin d'eau supplémentaire, seulement à partir du moment où l'ordre de service de démarrage des travaux permettant de garantir le débit pour répondre aux besoins en période de pointe du secteur est délivré. Les secteurs concernés sont : St Jean de Couz, Cote Barrier ; St Thibaud de Couz : les Martins ; Saint Pierre de Chartreuse : les Essarts ; Saint Pierre d'Entremont Savoie : Tardys, Vincent, Clarets, Curiés, Varvats, Grattiers.
- Les secteurs concernés par un déficit d'eau en situation future sont tramés en rose dans le zonage des secteurs concernés par des contraintes particulières. Les modalités de délivrance des autorisations d'urbanisme sont décrites au règlement écrit, à la lettre figurant sur le plan de zonage. Le principe est d'autoriser les projets nécessitant d'importants besoins en eau, seulement à partir du moment où l'ordre de service de démarrage des travaux permettant de garantir le débit pour répondre aux besoins en période de pointe du secteur en situation future est délivré. Les secteurs concernés sont : Entremont le Vieux : La Coche et Tencovaz ; St Franc : toute la commune hors secteur Morges ; St Jean de Couz : Chef-Lieu.



Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur l'adéquation entre le développement prévu et la ressource en eau potable (cf. tableau de synthèse).



Secteurs concernés par un déficit d'eau en situation actuelle (bleu) ou futur (violet) - Urbanisation et travaux sous conditions décrites dans le règlement au titre de l'article R151-34 du CU

Sans incidences.

>> La procédure ne remet pas au cause les grands équilibres du PLUi-H en matière de ressource en eau potable. De plus, le site n'est pas situé dans un secteur en déficit présent ou futur en eau potable.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Ressource en eau : bilan quantitatif La procédure ne remet pas au cause les grands équilibres du PLUi-H en matière de ressource en eau potable. De plus, le site n'est pas situé dans un secteur en déficit présent ou futur en eau potable.	Nulle

INCIDENCES SUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

État initial

Gestion de l'assainissement des eaux pluviales

A la date d'arrêt du PLUI H Cœur de Chartreuse, la compétence de gestion des eaux pluviales est en totalité gérée par les communes.

Depuis le 1er janvier 2018, le SIAGA dispose d'une compétence en matière de GEMAPI.

La compétence gestion des eaux pluviales dans son ensemble, devrait être transférée à la Communauté de communes Cœur de Chartreuse d'ici 2026. Dans cette perspective, et afin de prévoir les infrastructures nécessaires à la réalisation du projet de PLUI, communes et intercommunalité du Cœur de Chartreuse se sont lancées en 2017, avec le concours de l'agence de l'eau, dans l'élaboration d'un Schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales. Une phase de diagnostic poussée a été menée sur les secteurs urbanisés ou à urbaniser à enjeux (risques de ruissellement sur versant forts, remontée de nappe, glissement de terrains) sur le territoire ainsi que le système de gestion existant.

Un zonage eau pluvial a été établi dans le cadre du présent PLUI. Il détermine les secteurs où une gestion des eaux pluviales par infiltration à la parcelle est possible et ceux, où l'infiltration est impossible.

Un programme d'investissement est finalisé. Il est écrit dans le rapport de présentation, justifications générales, Tome 2 et annexé au présent PLUI (zonage eau pluviales).

État des systèmes de collecte et de gestion des eaux pluviales

Les centres des villages et les hameaux densifiés sont desservis par des réseaux pluviaux. De nombreux hameaux moins denses ne le sont pas, comme dans la plupart des territoires majoritairement ruraux. Le Schéma directeur d'eau pluvial du Cœur de Chartreuse identifie les réseaux de collecte existants ainsi que les exutoires (pour plus de détails, cf. rapport de présentation pages 288 à 291).

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur la gestion des eaux pluviales (cf. tableau de synthèse).

La reconversion de ce site industriel, en apportant un nouveau traitement paysager (notamment aux abords de la future voirie), aura une incidence plutôt positive sur la gestion des eaux pluviales.

>> La procédure a une incidence plutôt positive sur la gestion des eaux pluviales.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Eaux pluviales La reconversion de ce site industriel, en apportant un nouveau traitement paysager (notamment aux abords de la future voirie), aura une incidence plutôt positive sur la gestion des eaux pluviales. La procédure a une incidence plutôt positive sur la gestion des eaux pluviales.	Plutôt positive

INCIDENCES SUR L'ASSAINISSEMENT

État initial

A la date d'arrêt du PLUI H Cœur de Chartreuse, la compétence de gestion de l'assainissement des eaux usées est partagée : les communes sont compétentes en matière de gestion des systèmes collectif de gestion de l'assainissement des eaux usées. Les communes de St Pierre de Chartreuse et de Miribel les Échelles ont délégué l'exercice de cette compétence à la SAUR.

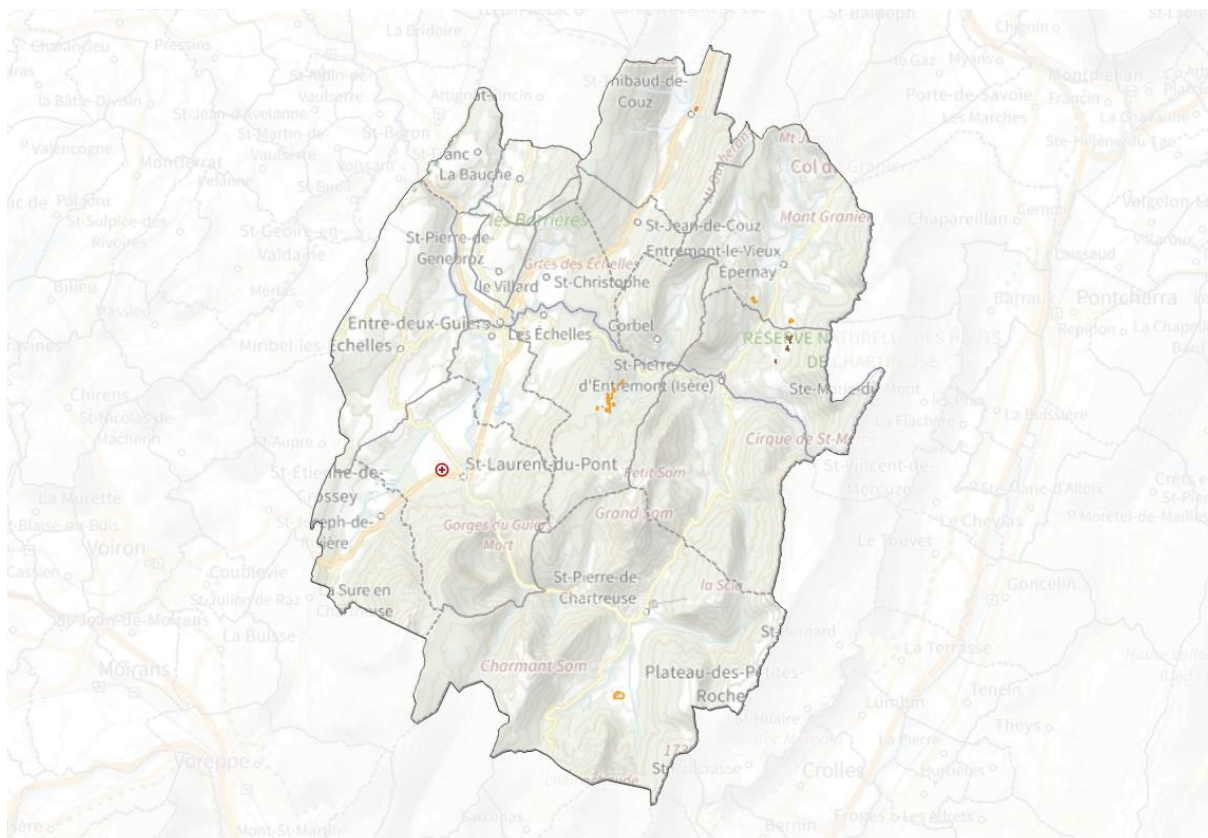
La Communauté de communes Cœur de Chartreuse est compétente en matière de gestion du système public de l'assainissement non collectif pour 16 communes. Sur la commune de Miribel les Échelles, ces contrôles sont assurés par la SAUR.

La compétence gestion des eaux usées dans son ensemble, devrait être transférée à la Communauté de communes Cœur de Chartreuse d'ici 2026. Dans cette perspective, et afin de prévoir les infrastructures nécessaires à la réalisation du projet de PLUI, communes et intercommunalité du Cœur de Chartreuse se sont lancées en 2017, avec le concours de l'agence de l'eau, dans l'élaboration d'un Schéma directeur d'assainissement des eaux usées. Une phase de diagnostic poussée a été menée sur les systèmes d'assainissement (collectifs et non collectifs) actifs sur le territoire. Un programme d'investissement est finalisé et annexé au présent PLUI. Il est par ailleurs décrit dans le Rapport de Présentation Tome 2 (justifications générales) et annexé au PLUi (zonage d'assainissement).

Un zonage d'assainissement a été établi dans le cadre du Présent PLUI. Il détermine les secteurs raccordés actuellement ou dans le futur à l'assainissement collectif, et ceux où un assainissement de type non collectif peut être mis en place. (pour plus de détails, cf. rapport de présentation pages 284 à 286).

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur l'assainissement (cf. tableau de synthèse).



Secteurs desservis par une STEP de capacité insuffisante en situation future : Nouvelles constructions autorisées sous conditions décrites dans le règlement au titre de l'article R 151-34 du Code de l'Urbanisme

Secteurs concernés par une impossibilité d'assainissement non collectif individuel : Travaux et constructions autorisés sous conditions décrites dans le règlement au titre de l'article R 151-34 du Code de l'Urbanisme

Et

Secteur concerné par un système d'assainissement collectif insuffisant en situation actuelle : Travaux et constructions autorisés sous conditions décrites dans le règlement au titre de l'article R 151-34 du Code de l'Urbanisme

Sans incidence.

>> La procédure de Modification n°2 est sans incidence sur l'assainissement, le site ayant été intégré dans les réflexions dès l'élaboration du PLUi. Les réseaux sont déjà présents étant donnée la nature du site (espace en densification) et la présence de l'entreprise Rossignol.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Assainissement La procédure de Modification n°2 est sans incidence sur l'assainissement, le site ayant été intégré dans les réflexions dès l'élaboration du PLUi. Les réseaux sont déjà présents étant donnée la nature du site (espace en densification) et la présence de l'entreprise Rossignol.	Nulle

INCIDENCES SUR LES DECHETS ET LES SOLS POLLUES

Sites et sols pollués

État initial

SITES ET SOLS POLLUES

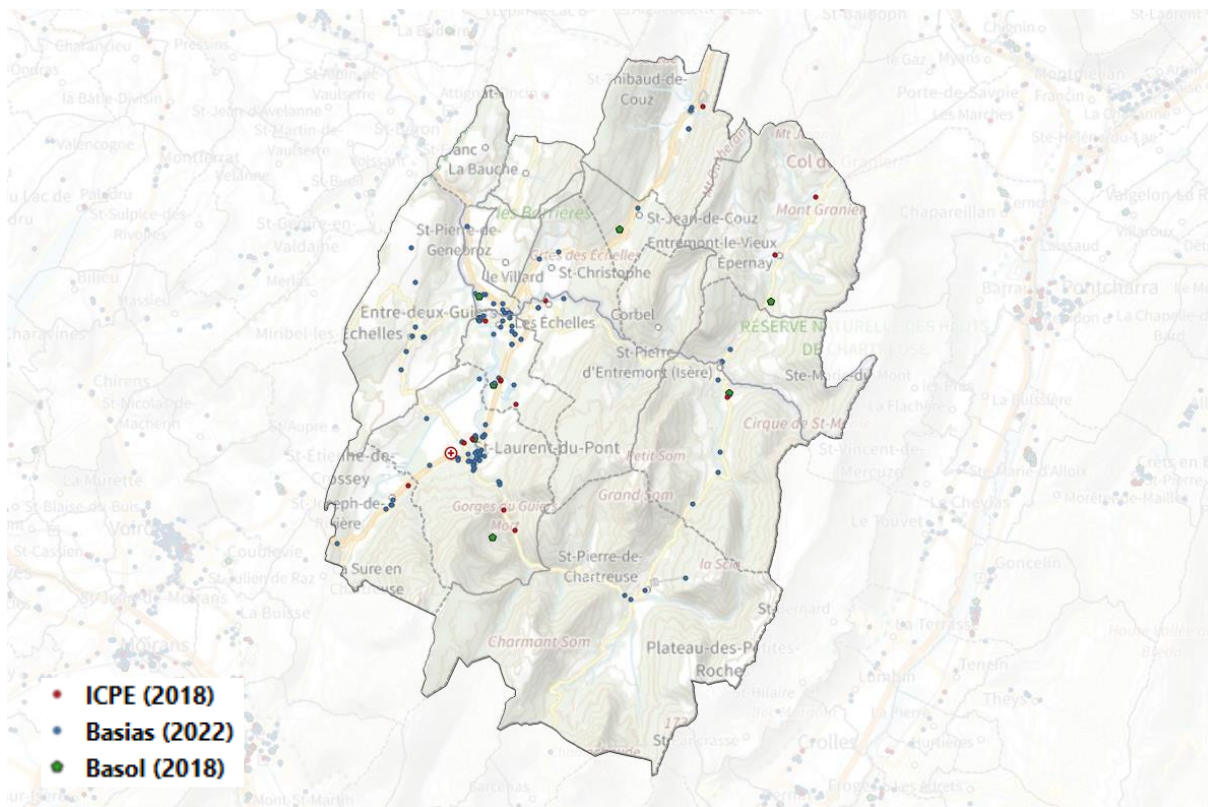
Pour les installations classées susceptibles de présenter une pollution des sols ou des eaux souterraines, la base de données « BASOL » recense l'ensemble des sites pollués appelant une action de l'administration. Cette base de données est disponible à l'adresse internet suivante :

7 communes sont concernées :

- Entre Deux Guiers :
 - Belmont déconstruction
 - Papeterie des Deux Guiers
 - Station de distribution de carburant « transport Casse » (Guy Casset) : malgré une dépollution
- **Saint Laurent du Pont :**
 - Paturle acier SA
 - Monastère des Soeurs de Bethleem
 - ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères au lieudit « les Cariats »
- Saint Pierre de Chartreuse : B3D ancienne scierie Cottave et Vittet au « Clot Perrier »
- Saint Pierre d'Entremont Isère : Scierie Rey SARL au « Petit Chenevey »
- Les Echelles : établissement Sonoco Alcore
- Entremont le Vieux : ancienne usine d'incinération au hameau des « Teppaz » au lieudit « Les tronches »
- Saint Jean de Couz : ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence concernant les sites et sols pollués (cf. tableau de synthèse).



ICPE, carrières, et sites pollués (Basias)



Le site est lui-même identifié sur la base Basias : « A l'issue de l'enquête auprès de la Mairie : Activité terminée. Le site accueille désormais une entreprise de travaux publics dont l'activité ne semble pas relever du cadrage de l'inventaire. » L'évaluation environnementale souligne toutefois que « se posera toutefois, la question de la dépollution du site, lors de la réalisation du projet. »

>> La procédure n'aggrave pas la pollution des sols ; au contraire, permettre la réalisation de l'OAP entraînera la dépollution du site.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Sites et sols pollués La procédure n'aggrave pas la pollution des sols ; au contraire, permettre la réalisation de l'OAP entraînera la dépollution du site.	Positive

Déchets

État initial

La Communauté de communes Cœur de Chartreuse est compétente en matière de collecte des ordures ménagères. Elle dispose actuellement de deux déchetteries, à Entre Deux Guiers (ZI Chartreuse Guiers) et à Saint Pierre d'Entremont Isère (Le Bourg).

Plan départemental de prévention et de gestion des déchets du BTP en cours d'élaboration au niveau de l'Isère. Selon le plan départemental de prévention et de gestions des déchets du BTP de l'Isère (2010- Document actuellement en cours de réactualisation), il y aurait un gisement potentiellement captable de 61 000 T/ an pour les Déchets Ultimes Inertes. Sur ce gisement, 49 % pourrait être orienté vers les zones limitrophes de Grenoble, Voiron ou Bourgoin/ La Tour du Pin.

Ce Schéma recommandait la création d'un centre de stockage des déchets ultimes inertes sur St Laurent du pont, ainsi que la mise en place de plates-formes de proximité pour répondre aux besoins des petites entreprises.

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence relative aux déchets (cf. tableau de synthèse).

Sans incidence.

>> La procédure n'a pas d'incidence au regard des déchets.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Déchets La procédure n'a pas d'incidence au regard des déchets.	Nulle

Carrières

État initial

Actuellement, hormis des carrières locales de très petite taille ouvertes plus ou moins légalement, il existe 3 exploitations de matériaux minéraux faisant l'objet d'une concession sur le territoire.

L'une est souterraine (carrière de la Société Vicat pour ciment), les deux autres sont aériennes dont une condamnée à fermer suite à l'épuisement de la ressource (cf. tableau ci-dessous).

Commune	Exploitant	Validité permis	Type d'exploitation	Matériaux exploités	Production
Saint-Thibaud-de-Couz 73	SARL BOTTA	2007	aérien	Eboulis calcaires anciens	granulats
Saint-Joseph-de-Rivière 38	SARL BOTTA	2003	aérien	Sables, graviers, conglomérats (alluvions anciens)	Sables et graviers
Saint-Laurent-du-Pont 38	Société VICAT	2033	souterrain	Calcaire marneux	Ciment prompt

Figure 97: Carrières soumises à autorisation présentes dans le territoire de la Communauté de Communes

En outre, il existe des schémas départementaux des carrières et un schéma régional « matériaux et carrières » approuvé le 20 février 2013 qui visent à préserver l'accessibilité aux gisements essentiels et à rechercher des gisements de proximité, auxquels il est possible de se référer.

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence concernant les carrières (cf. tableau de synthèse).

Sans incidence.

>> La procédure n'a pas d'incidence au regard des carrières.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Carrières La procédure n'a pas d'incidence au regard des carrières.	Nulle

INCIDENCES SUR LES RISQUES ET NUISANCES

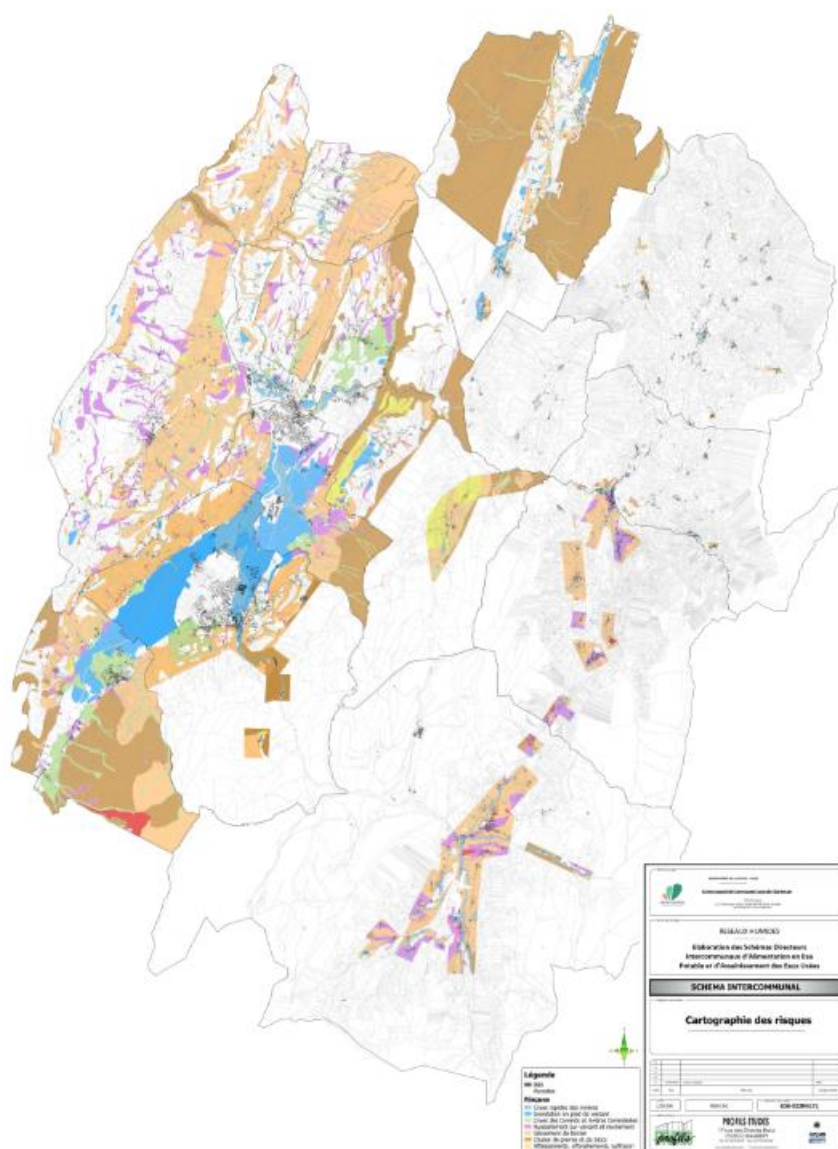
Risques

État initial

Risques naturels

Le contexte géologique et hydrologique du territoire du Cœur de Chartreuse est favorable à certains risques naturels, listés ci-après :

- Inondations :
 - Inondation de plaine
 - Crue rapide des rivières
 - Inondation en pied de versant
 - Crue des ruisseaux torrentiels, des torrents et des rivières torrentiels
- Ravinement et ruissellement sur versant
- Mouvement de terrain :
 - Glissement de terrain
 - Chute de pierre et de blocs
 - Effondrement des cavités souterraines, affaissement, effondrement et suffosion
- Avalanches
- Séisme
- Marécages



Cartographie des risques naturels, Annexe n°2 du PLUi-h

Risques technologiques

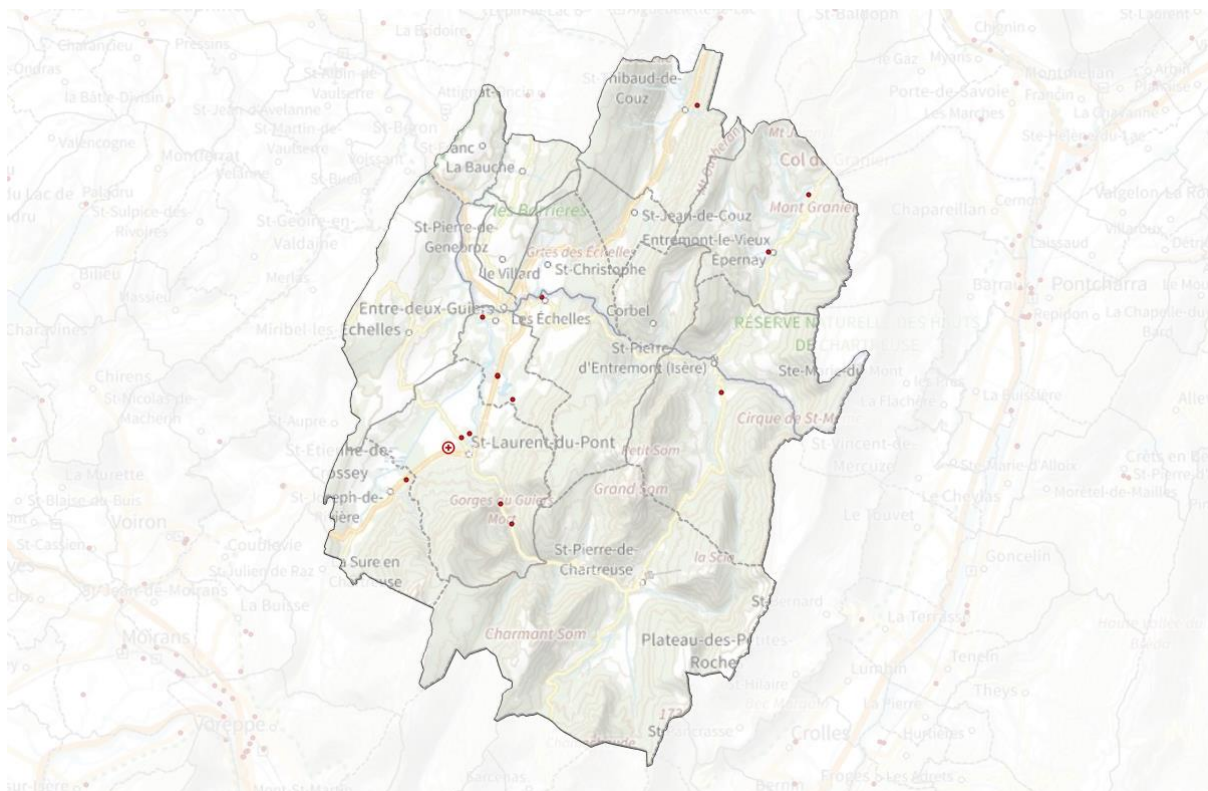
RISQUES INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES

Dans le tableau ci-après sont listés les établissements agro-alimentaires et industriels présents sur le territoire de la Communauté de Communes Cœur de Chartreuse ainsi que les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Etablissement	Commune	Régime	Statut Seveso
GAEC de la Fontaine	Miribel les Echelles	Déclaration	Non
Vachon Philippe	Miribel les Echelles	Déclaration	Non
Gonthier Michel	Saint Pierre de Chartreuse	Déclaration	Non
Déchèteries	Entre-deux-Guiers	Autorisation	Non
Multibase	Entre-deux-Guiers	Autorisation	Non
Scierie de Chartreuse	Entre-deux-Guiers	Autorisation	Non
Burlet père et fils scierie	Entremont-le-Vieux	Autorisation	Non
Coopérative laitière des Entremonts	Entremont-le-Vieux	Autorisation	Non
District vallée des Entremonts	Entremont-le-Vieux	Inconnu	Non
Scierie Sourd SARL	Saint Pierre d'Entremont (38)	Autorisation	Non
Botta Entreprise SARL	Saint Thibaud de Couz	Autorisation	Non
Botta	Saint Laurent du Pont	Autorisation	Non
Paturle Aciers	Saint Laurent du Pont	Autorisation	Seuil Bas
Vicat	Saint Laurent du Pont	Autorisation	Non
Vicat SA	Saint Laurent du Pont	Autorisation	Non
SCEA des piscicultures Petit	Saint Christophe sur Guiers	Autorisation	Non
Le Chartrousin groupe Lactalis	Saint Christophe sur Guiers	Déclaration	Non
EARL des Marissards	Saint Christophe sur Guiers	DC	Non
GAEC le Guiers	Saint Christophe sur Guiers	Déclaration	Non
GAEC les Charmilles	Saint Joseph de Rivière	Déclaration	Non
GAEC de Plantimay	Saint Joseph de Rivière	Déclaration	Non
Perret JM	Saint Joseph de Rivière	Déclaration	Non
GAEC de la Creuse	Saint Joseph de Rivière	Déclaration	Non

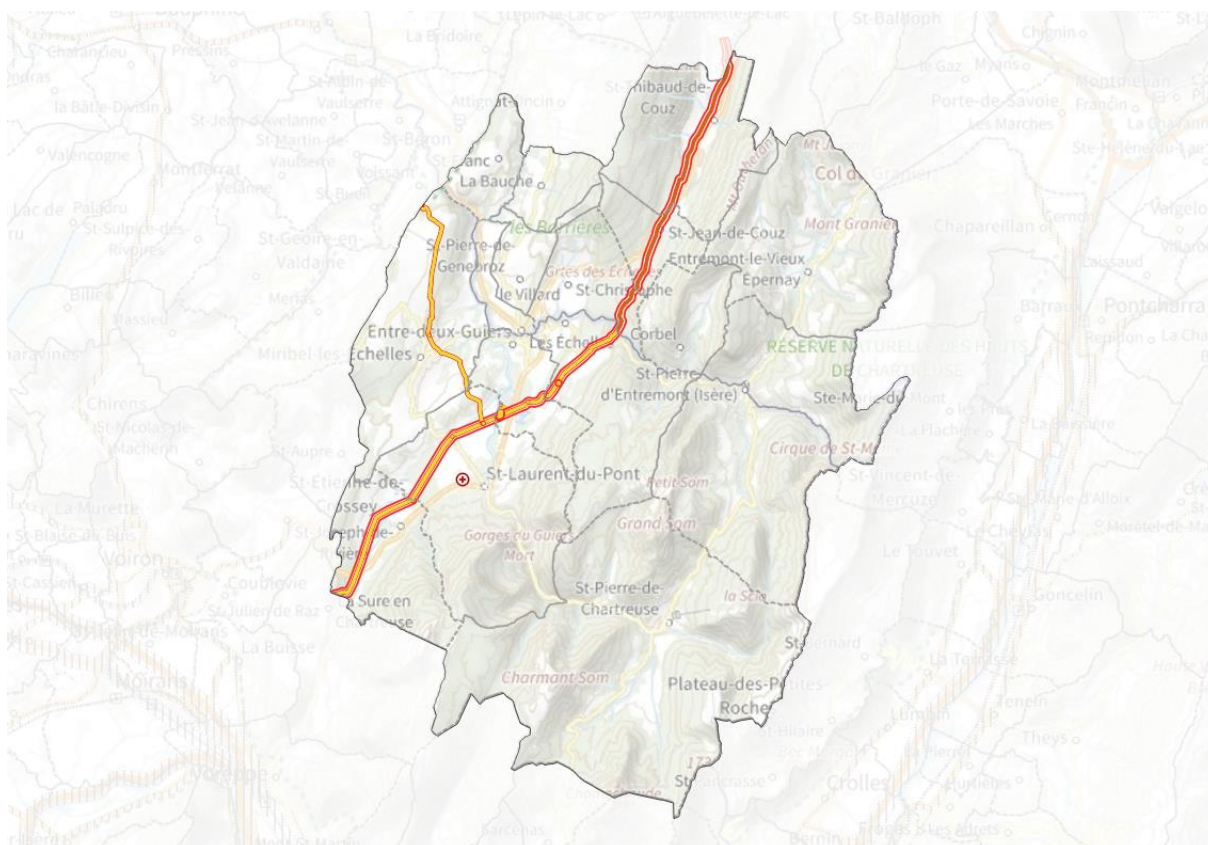
Traduction des risques technologiques dans le règlement graphique :

- Les bâtiments d'élevages ICPE ou concernés par le Règlement Sanitaire Départemental sont identifiés aux plans de zonage. Les secteurs situés à proximité immédiate peuvent être classés en zone Agricole mais pas en zone urbaine afin de respecter un périmètre de réciprocité afin d'interdire la création d'habitation dans un périmètre trop proche pouvant générer des nuisances.
- Les établissements industriels et artisanaux sont classés en zone Ue, à vocation économique car ce zonage interdit la création d'habitation. Ce zonage a également été utilisé pour les établissements ICPE, tels que les Établissements Paturle à Saint Laurent du Pont.



Cartographies des ICPE sur le territoire

LES TRANSPORTS DE MATIERES DANGEREUSES



Transport de gaz naturel (canalisations enterrées)

Certains secteurs sont concernés par le passage d'une canalisation de Gaz qui dans la zone de « danger » génère des prescriptions spéciales décrites dans le règlement écrit et les arrêtés de servitude d'utilité publique annexées au PLUi. Les communes d'Entre Deux Guiers, Miribel les Échelles, Saint Laurent du Pont, Saint Christophe la Grotte, Saint Christophe sur Guiers, Saint Joseph de Rivière, Saint Jean de Couz et Saint Thibaud de Couz sont concernées.

Transport par la route :

Certaines communes de la Communauté de Communes sont concernées par un risque de transport de matières dangereuses par la route via 3 axes routiers suivants :

- la D520 vers Voiron
- la D1006 vers Chambéry
- la D1006 vers Bourgoin Jallieu

Les communes concernées sont :

- Saint Joseph de Rivière
- Saint Laurent du Pont
- Entre deux Guiers
- Les Echelles
- Saint Franc
- Saint Christophe sur-Guiers
- Saint Jean de Couz
- Saint Thibaud de Couz
- Les Echelles

Transport de gaz par canalisations :

Plusieurs canalisations de transport de gaz traversent également le territoire Cœur de Chartreuse. Sont concernées les communes suivantes :

- Entre Deux Guiers : une canalisation de transport de gaz naturel de diamètre nominal (DN) 80 mm et de pression maximal en service de 67.7 bar exploitée par GRTgaz ; une canalisation de transport de gaz naturel de diamètre nominal (DN) 150 mm et de pression maximal en service de 67.7 bar exploitée par GRTgaz ; une canalisation de transport de gaz naturel de diamètre nominal (DN) 400 mm et de pression maximal en service de 67.7 bar exploitée par GRTgaz.
- Miribel les Echelles : une canalisation de transport de gaz naturel de diamètre nominal (DN) 150 mm et de pression maximal en service de 67.7 bar exploitée par GRTgaz.
- Saint Christophe sur Guiers : une canalisation de transport de gaz naturel de diamètre nominal (DN) 150 mm et de pression maximal en service de 67.7 bar exploitée par GRTgaz ; une

canalisation de transport de gaz naturel de diamètre nominal (DN) 400 mm et de pression maximal en service de 67.7 bar exploitée par GRTgaz.

- Saint Joseph de Rivière : une canalisation de transport de gaz naturel de diamètre nominal (DN) 150 mm et de pression maximal en service de 67.7 bar exploitée par GRTgaz ; une canalisation de transport de gaz naturel de diamètre nominal (DN) 400 mm et de pression maximal en service de 67.7 bar exploitée par GRTgaz.
- Saint Laurent du Pont : une canalisation de transport de gaz naturel de diamètre nominal (DN) 80 mm et de pression maximal en service de 67.7 bar exploitée par GRTgaz ; deux canalisations de transport de gaz naturel de diamètre nominal (DN) 150 mm et de pression maximal en service de 67.7 bar exploitée par GRTgaz ; une canalisation de transport de gaz naturel de diamètre nominal (DN) 400 mm et de pression maximal en service de 67.7 bar exploitée par GRTgaz.
- Saint Christophe la Grotte
- Saint Jean de Couz

Les Servitudes d'Utilité Publique de canalisation de gaz sont annexées au présent PLUi. L'emprise des secteurs où l'urbanisation est contrainte, du fait de leur présence est reproduit au règlement graphique au titre de l'article R151-34.

RISQUES MINIERS

Les carrières présentes sur le territoire sont :

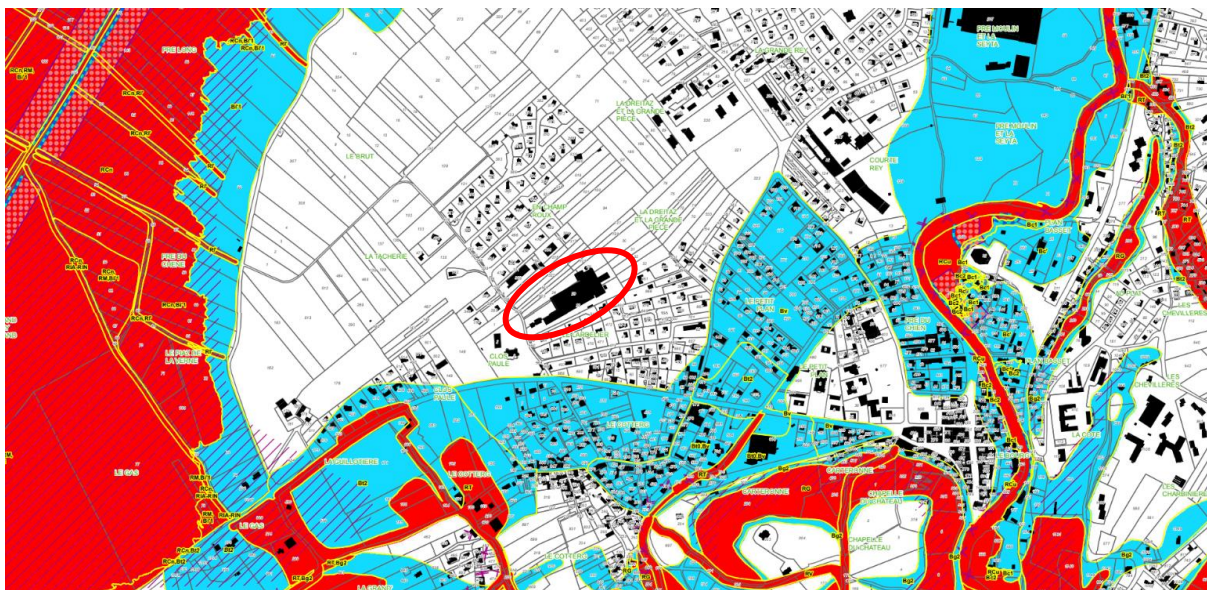
- Saint Joseph de Rivière : Société Botta SARL aux lieux dits « Cotte Jaillet » et « Les Morands » autorisée jusqu'en 2003. Demande de renouvellement et d'extension rejetée en 2008
- Saint Laurent du Pont : Carrière souterraine de la société Vicat autorisée en 2003 pour 30 ans au lieu-dit « Orsière »
- Saint Thibaud de Couz : Carrière Botta, entreprise autorisée par arrêté préfectoral du 11 mars 1994 à exploiter au lieu-dit la Cobra

En outre, il existe des schémas départementaux des carrières et un schéma régional « matériaux et carrières » approuvé le 20 février 2013 qui visent à préserver l'accessibilité aux gisements

Les activités minières sont susceptibles de causer des dommages importants sur les terrains, les bâtiments, les infrastructures ou pour l'environnement, parfois même après leur arrêt et la fermeture des exploitations. Néanmoins, aucunes Communes savoyardes et iséroises du Coeur de Chartreuse, ne sont concernées par un risque minier.

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence concernant les risques naturels et technologiques (cf. tableau de synthèse).



Extrait du zonage risque du PLUi-H

Site non concerné.

>> La procédure est sans incidence sur les risques.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Risques La procédure est sans incidence sur les risques.	Nulle

Nuisances

État initial

Bruit LIE AUX INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET FERROVIAIRES

Le fort trafic de cette voie induit des nuisances sonores. La route est concernée par un classement sonore : catégorie 3 (100 m affectés de part et d'autre) ou catégorie 4 (30 m affectés de part et d'autre) selon les portions (agglomérations / hors agglomérations). Cela se fait d'autant plus ressentir en traversées d'agglomérations. Les communes de Saint Laurent du Pont et de Saint Joseph de Rivière sont concernées par le bruit car elles se situent le long de la RD 250.

Pour les lignes ferroviaires conventionnelles, les valeurs limites des niveaux sonores de référence du tableau ci-dessus sont à augmenter de 3 dB(A), en application de l'arrêté du 8 novembre 1999 relatif au bruit des infrastructures ferroviaires.

LES LIGNES ELECTRIQUES : UNE NUISANCE SONORE POTENTIELLE

Les lignes électriques à haute tension sont susceptibles d'émettre des grésillements caractéristiques particulièrement perceptibles par temps de pluie. Il s'agit de « l'effet couronne », phénomène physique de micro-décharges électriques.

Les lignes électriques ainsi que les postes de transformation doivent respecter l'une de ces deux conditions :

« Le bruit ambiant mesuré, comportant le bruit des installations électriques, est inférieur à 30 dB (A),

L'émergence globale du bruit provenant des installations électriques, mesurée de façon continue, est inférieure à 5 décibels A pendant la période diurne (de 7h à 22h) et à 3 décibels A pendant la période nocturne (de 22h à 7). »

De plus, le vent peut entraîner des sifflements du au passage de l'air dans les pylônes, les câbles, etc.

Le territoire est concerné par le passage des lignes (63 kV et 225 kV), potentiellement sources de nuisances. Cependant, aucune mesure n'a été effectuée.

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence concernant les nuisances (cf. tableau de synthèse).

>> La procédure n'a aucune incidence au regard des nuisances.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Nuisances La procédure n'a aucune incidence au regard des nuisances.	Nulle

INCIDENCES SUR L'AIR, L'ENERGIE ET LE CLIMAT

Qualité de l'air et pollution

État initial

SUIVI DE LA QUALITE DE L'AIR

L'association Air Rhône Alpes : Créé en 2012, l'association Air Rhône-Alpes provient de l'union entre Air-APS (chargé de la surveillance de l'Ain et des Pays de Savoie) et ATMO Rhône-Alpes (l'observatoire de la qualité de l'air de la région Rhône-Alpes). L'observatoire Air Rhône-Alpes permet de mesurer, analyser et diffuser l'état de la qualité de l'air en région Rhône-Alpes.

Air Rhône-Alpes dispose d'un réseau de 71 stations de mesure permanentes, réparties sur les 8 départements de la région Rhône-Alpes et qui fonctionnent 24h/24 et 7j/7.

Cette association répond à cinq objectifs :

- La surveillance et l'information sur la qualité de l'air en région Rhône-Alpes ;
- L'accompagnement des décideurs dans l'élaboration et le suivi des plans d'actions visant à améliorer la qualité de l'air ;
- L'amélioration des connaissances sur les phénomènes liés à la pollution atmosphérique ;
- L'information à la population rhônalpine, telle que précisée dans la réglementation et l'incitation à l'action en faveur d'une amélioration de la qualité de l'air ;
- L'apport d'un appui technique et des éléments de diagnostic en situations d'urgence (épisodes de pollution, incidents ou accidents industriels.)

Plusieurs polluants sont mesurés en continu pour calculer l'indice de qualité journalier (indice ATMO). Le spectre des polluants surveillés ne cesse de s'élargir, conformément au renforcement préconisé par les directives européennes. Les informations relatives à la qualité de l'air sont régulièrement communiquées à la population. Un bulletin trimestriel d'information sur la qualité de l'air est disponible sur internet.

LE SCHÉMA RÉGIONAL DU CLIMAT, DE L'AIR ET DE L'ÉNERGIE (SRCAE)

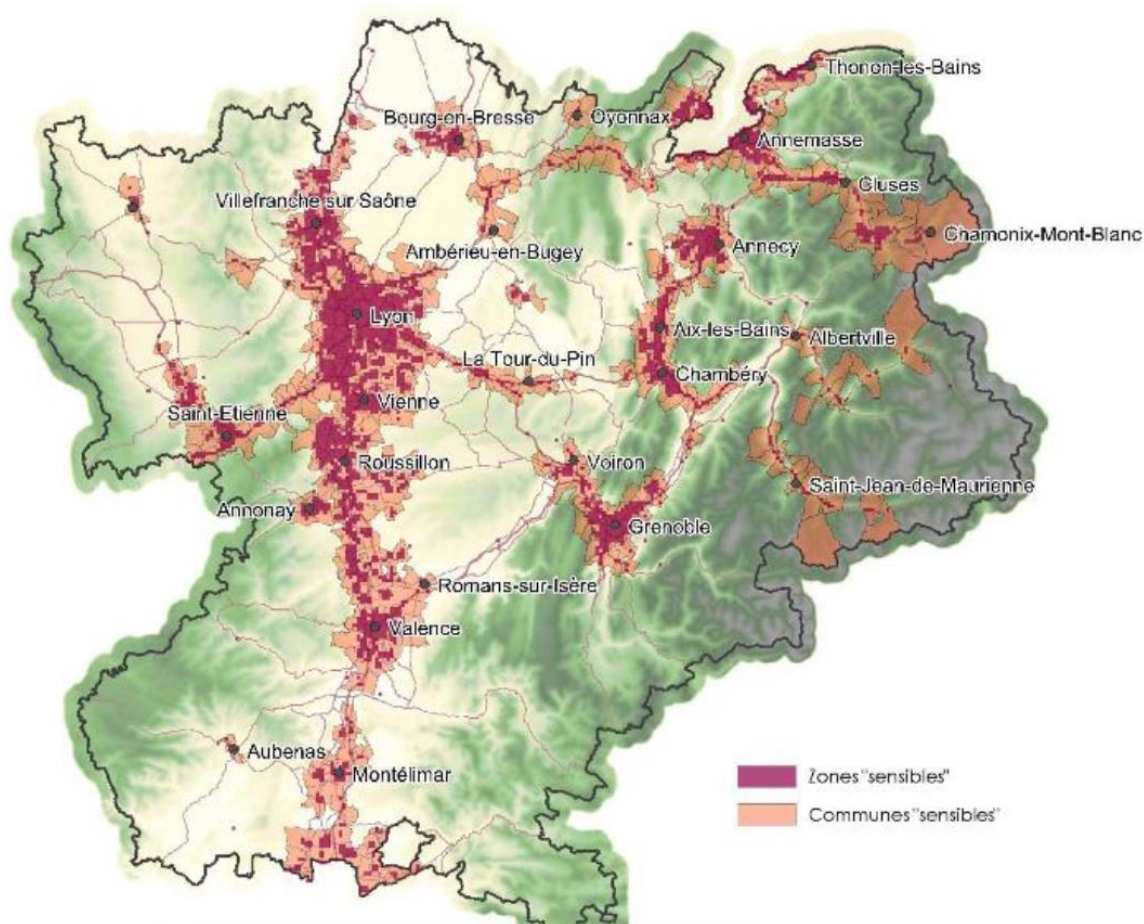
Le SRCAE a été élaboré par la Région Rhône Alpes et approuvé le 17 avril 2014, arrêté par l'État le 24 avril 2014.

Il détermine :

- les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter,
- les orientations permettant de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique,
- les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière d'économie d'énergie, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables aux horizons 2020 et 2050.

L'approbation du SRCAE marque l'entrée dans la phase de la mise en œuvre de ses objectifs et de ses orientations pour une durée de 5 ans. Une gouvernance régionale va désormais être mise en place pour suivre cette mise en œuvre. Les observatoires présents en région y contribueront également.

Le SRCAE a défini des zones sensibles à la qualité de l'air. Bien que ceinturé par les agglomérations chambérienne et grenobloise, le Cœur de Chartreuse n'est pas classé comme étant une zone sensible. Le territoire est donc peu soumis aux alertes pollutions.



ENJEUX

L'adaptation aux changements climatiques, en particulier pour le tourisme hivernal.

L'organisation du territoire pour limiter les déplacements en voiture individuelle : mixité des fonctions, développement de modes de déplacements doux (piéton, vélo).

La progression de l'utilisation des énergies renouvelables en substitution aux énergies fossiles.

La modernisation des modes de chauffage.

La performance énergétique des logements anciens et la valorisation de l'énergie passive pour les nouvelles constructions.

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comme n'ayant aucune incidence sur la qualité de l'air et la pollution (cf. tableau de synthèse).

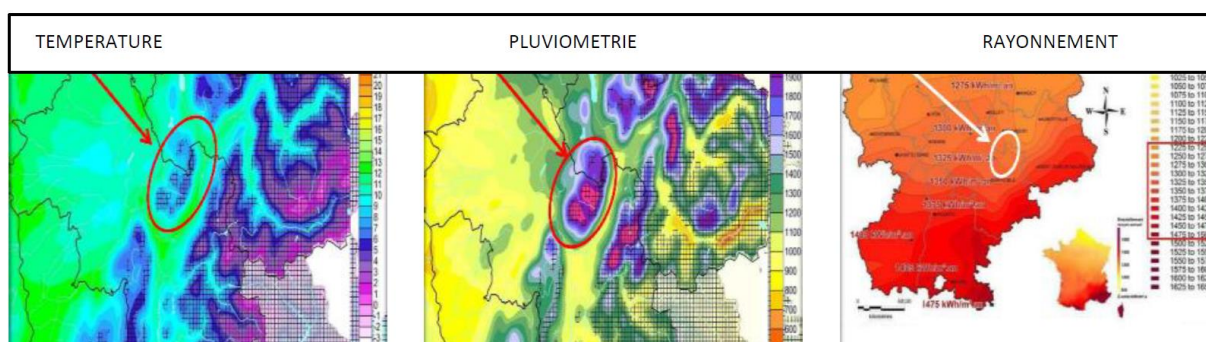
>> Le site ayant été identifié dès l'élaboration du PLUi, la procédure de Modification n°2 ne change pas l'impact sur l'air et la pollution du PLUi au regard de l'analyse initiale.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Qualité de l'air et pollution Le site ayant été identifié dès l'élaboration du PLUi, la procédure de Modification n°2 ne change pas l'impact sur l'air et la pollution du PLUi au regard de l'analyse initiale.	Nulle

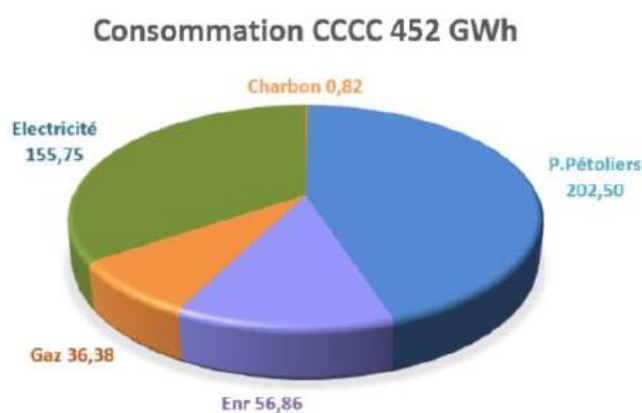
Energie

État initial

Un territoire d'opportunités : Les trois vignettes ci-dessous nous permettent trois conclusions : la température moyenne annuelle basse limite l'impact des surchauffes d'été, la pluviométrie élevée permet le développement de l'hydroélectricité et enfin le rayonnement solaire permet le développement des ENR solaires.

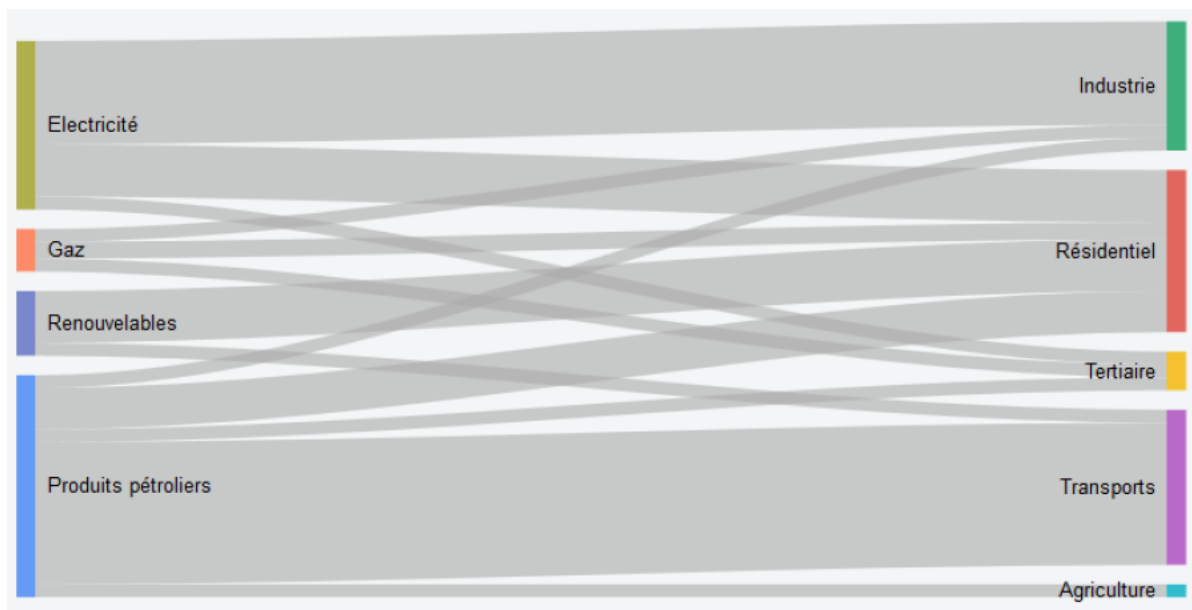


Un besoin annuel d'énergie de 452GWh : Le territoire dépend en grande partie des ressources fossiles (pétrole gaz et électricité nucléaire). Cependant les énergies renouvelables (13%) sont bien représentées. Le besoin annuel d'énergie se répartit principalement entre le secteur industriel résidentiel et transports.



Le secteur industriel déséquilibre le bilan énergétique car il concentre une forte consommation (26% -113GWh) dans un petit nombre d'industries (métallurgie principalement). Les usages de l'énergie se répartissent à peu près en trois tiers pour les déplacements, la chaleur, et les usages électriques.

Plus intéressant, est la représentation des flux d'énergie annuels dans un diagramme de Sankey. En mettant en relation le type d'énergie avec les usages, il permet d'analyser les pistes de progrès et le type d'énergies renouvelables nécessaires.



La majorité de l'électricité est utilisée par des applications industrielles, un peu plus du tiers par le résidentiel (chauffage et électricité spécifique) et environ 10% par le tertiaire (chauffage, climatisation et électricité spécifique), Les énergies renouvelables sont principalement utilisées par le résidentiel (chauffage). La part ENR du transport correspond à la part bioéthanol des carburants.

Dans le cadre du diagnostic réalisé en 2017 par le Parc Naturel Régional de Chartreuse en 2017, un potentiel de réduction de 429 GWh d'ici 2050 (391 H+GWh hors industrie) sur le territoire du Parc, dont 204 GWh sur le transport et -181 GWh sur le bâti.

Cette même étude mettait en lumière la précarité énergétique des habitants du coeur de Chartreuse, souvent corrélé au mode de chauffage électrique.

Pour aller plus loin, cf. pages 325 336 à du rapport de présentation.

Incidences de la Modification de droit commun n°2

Les évolutions non mentionnées ci-après sont considérées comment n'ayant aucune incidence relative à l'énergie (cf. tableau de synthèse).

>> La procédure n'a pas d'incidence significative dans le domaine de l'énergie.

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Energie La procédure n'a pas d'incidence significative dans le domaine de l'énergie.	Nulle

EFFETS CUMULES ET SYNTHÈSE

Synthèse

Synthèse de l'analyse des incidences sur l'environnement des évolutions opérées sur le PLUi du Cœur de Chartreuse :

Synthèse	Incidence sur l'environnement
Natura 2000 La procédure n'a aucun impact sur une zone Natura 2000.	Nulle
Zones humides La procédure n'affectera pas une zone humide.	Nulle
Périmètres de protection réglementaire et d'inventaires La procédure de Modification n°2 est sans incidence sur les milieux naturels et la biodiversité.	Nulle
Espaces Boisés Classés La procédure ne concerne aucun Espace Boisé Classé.	Nulle
Protections au titre de l'article L151.23 du Code de l'Urbanisme La procédure de Modification n°2 n'impacte pas une protection au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme.	Nulle
Site Patrimonial Remarquable (SPR), sites inscrits et classés et monuments historiques La procédure n'a aucune incidence sur un SPR, un site inscrit ou classé ou un monument historique.	Nulle
Protections au titre de l'article L151.19 du Code de l'Urbanisme La procédure n'a pas d'incidence sur une protection édictée au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme. Plus globalement, la procédure a un impact positif sur le paysage en revalorisation une friche industrielle en dent creuse et en prévoyant des aménagements paysagers en accompagnement de l'opération.	Positive
Consommation d'espace Malgré l'urbanisation d'une unité foncière à usage agricole, la situation en dent creuse du site et la reconversion d'un ancien site industriel permettent de limiter la consommation foncière à plus petite échelle ; la procédure a donc une incidence plutôt positive sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.	Plutôt positive
Ressource en eau : protection des captages La procédure n'a pas d'incidence sur les zones humides.	Nulle

Ressource en eau : bilan quantitatif La procédure ne remet pas au cause les grands équilibres du PLUi-H en matière de ressource en eau potable. De plus, le site n'est pas situé dans un secteur en déficit présent ou futur en eau potable.	Nulle
Eaux pluviales La reconversion de ce site industriel, en apportant un nouveau traitement paysager (notamment aux abords de la future voirie), aura une incidence plutôt positive sur la gestion des eaux pluviales. La procédure a une incidence plutôt positive sur la gestion des eaux pluviales.	Plutôt positive
Assainissement La procédure de Modification n°2 est sans incidence sur l'assainissement, le site ayant été intégré dans les réflexions dès l'élaboration du PLUi. Les réseaux sont déjà présents étant donnée la nature du site (espace en densification) et la présence de l'entreprise Rossignol.	Nulle
Sites et sols pollués La procédure n'aggrave pas la pollution des sols ; au contraire, permettre la réalisation de l'OAP entraînera la dépollution du site.	Positive
Déchets La procédure n'a pas d'incidence au regard des déchets.	Nulle
Carrières La procédure n'a pas d'incidence au regard des carrières.	Nulle
Risques La procédure est sans incidence sur les risques.	Nulle
Nuisances La procédure n'a aucune incidence au regard des nuisances.	Nulle
Qualité de l'air et pollution Le site ayant été identifié dès l'élaboration du PLUi, la procédure de Modification n°2 ne change pas l'impact sur l'air et la pollution du PLUi au regard de l'analyse initiale.	Nulle
Energie La procédure n'a pas d'incidence significative dans le domaine de l'énergie.	Nulle

Incidences cumulées

La procédure de Modification de droit commun n°2 a une incidence plutôt positive sur l'environnement : la reconversion d'une friche industrielle permet d'éviter de consommer des terres agricoles, naturelles ou forestières ailleurs. De plus, la requalification de ce secteur en dent creuse améliorera la

qualité paysagère du site ainsi que les capacités d'infiltration des eaux pluviales. Les incidences cumulées de la Modification de droit commun n°2 sont donc considérées plutôt positives voire positives.

Au regard de cette auto-évaluation, il est conclu que la Modification de droit commun n°2 du PLUi-h valant SCoT Cœur de Chartreuse n'a pas d'incidence notable sur l'environnement. Il est en conséquence décidé de ne pas mettre en œuvre une évaluation environnementale de la procédure d'évolution du document d'urbanisme.